

**MC/2140**

Original: anglais  
2 avril 2004

**QUATRE-VINGT-HUITIEME SESSION**

---

**RAPPORT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

---

Ce document est soumis pour la cent unième session du Comité exécutif en juin 2004.

<b><u>TABLE DES MATIERES</u></b>	<b><u>Page</u></b>
Principales données financières	2
Arrière-plan organisationnel	5
Etat de l'actif, du passif et des fonds	10
Etat des recettes et des dépenses – Programme administratif	11
Etat des recettes et des dépenses – Programmes d'opérations	13
Notes concernant les états financiers	14
 <u>Appendices</u>	
Appendice 1 – Programme administratif – Contributions assignées	18
Appendice 2 – Programme administratif – Contributions assignées restant dues	20
Appendice 3 – Programmes d'opérations – Etats des recettes et des dépenses par service et par région	22
Appendice 4 – Dépenses administratives et de personnel par pays	23
Appendice 5 – Fonds de prêt aux réfugiés	25
Appendice 6 – Programmes de dédommagement	27
Appendice 7 – Compte d'opérations d'urgence	29
Appendice 8 – Fonds de migration pour le développement	30
Appendice 9 – Fonds de dotation Sasakawa	31
Appendice 10 – Fonds de réponse rapide pour les transports	32
Appendice 11 – Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire FONAPAZ	33
Appendice 12 – Liste des contributions volontaires par donateur – Programmes d'opérations	35
Appendice 13 – Liste des contributions volontaires par donateur et par programme – Programmes d'opérations	36
Appendice 14 – Opinion des vérificateurs externes des comptes	49
Appendice 15 – Caisse de prévoyance du personnel	50

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES****Aperçu général**

En 2003, les opérations de l'OIM ont continué à prendre beaucoup d'ampleur. Le total cumulé des dépenses pour le programme administratif et les programmes d'opérations a atteint 440,6 USD, ce qui représente un bond de 18 % par rapport au niveau de 2002, qui était de 372,6 millions USD.

<b>Dépenses</b>	<b>2003 USD (en millions)</b>	<b>2002 USD (en millions)</b>
Programme administratif	27,1	23,0
Programmes d'opérations	<u>413,5</u>	<u>349,6</u>
<b>Total des dépenses pour l'exercice</b>	<b><u>440,6</u></b>	<b><u>372,6</u></b>

Quatre nouveaux Etats Membres ont adhéré à l'OIM en 2003, portant ainsi leur nombre total à 102 au 31 décembre 2003 (contre 98 au 31 décembre 2002). Plus de 320 nouvelles activités de projets ont été engagées en 2003. De 3.413, les effectifs sont passés à 3.691. De nouvelles opérations ont été lancées et plusieurs nouveaux bureaux de pays ont été ouverts, notamment en rapport avec la situation d'urgence en Iraq.

En 2003, on a dénombré 209.156 mouvements assistés par l'OIM, ce qui représente une diminution de 305.337 mouvements par rapport à 2002, année qui avait enregistré un total de 514.493 mouvements. La principale raison de cette diminution tient au moins grand nombre de mouvements de réfugiés et de déplacés internes afghans, qui ont concerné seulement 69.059 personnes en 2003, contre 335.604 en 2002. Les mouvements effectués au titre du Programme de réinstallation aux Etats-Unis ont pour leur part augmenté de 4 % en 2003, mais restent encore considérablement inférieurs aux niveaux d'avant le 11 septembre 2001.

L'expansion continue des activités de l'Organisation constitue toujours un défi considérable à relever en termes de gestion et de contrôle financier, dans la mesure où le personnel essentiel et les ressources sont sollicités à l'extrême pour couvrir une base de projets de plus en plus dispersée, parfois dans certains des endroits du monde ayant récemment émergé d'une période de conflit et figurant parmi les plus inhospitaliers. Afin de gérer la croissance au moyen de ressources extrêmement mesurées, l'OIM a continué à transférer certaines fonctions d'intendance à Manille, principalement des fonctions administratives ou liées à la technologie de l'information.

**Programme administratif**

L'allocation approuvée au titre du programme administratif a augmenté en 2003 de 910.000 CHF, soit 2,54 % et s'établit à présent à 36.673.000 CHF. Grâce à un contrôle strict et à un suivi attentif des dépenses, l'Administration a pu contenir les postes de dépenses inscrits au budget et terminer l'exercice 2003 avec un solde positif de 209.372 CHF avant décompte des postes extraordinaires.

En raison du non-paiement de leurs contributions assignées par certains Etats Membres, 2003 a une fois de plus donné lieu à une augmentation de la provision pour créances douteuses, cette fois à hauteur de 590.637 CHF (contre 805.785 en 2002). Les contributions assignées restant dues pour 2002 et les années antérieures sont passées de 4.908.417 CHF au 31 décembre 2002 à 5.499.054 CHF au 31 décembre 2003. Le résultat net de la provision pour créances douteuses (590.637 CHF) moins les contributions assignées des nouveaux Etats Membres (149.941 CHF) est un déficit de 440.696 CHF. Après avoir pris en compte le déficit reporté de 2002 (358.235 CHF) et l'excédent budgétaire (209.372 CHF), il subsiste à la fin de l'exercice 2003 un découvert de 589.559 CHF. Ce montant sera reporté sur 2004.

Il faut également noter qu'à la fin de décembre 2003, le total des contributions assignées restant dû s'élevait à 7.832.035 CHF (contre 7.130.255 CHF en 2002). Un nombre limité d'Etats Membres sont responsables de la majeure partie des sommes impayées (voir appendice 2 pour la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2003).

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)****Programmes d'opérations**

Le total des dépenses par région dans le cadre des programmes d'opérations est résumé ci-dessous:

	<b>2003</b> <b>USD</b> (en millions)	<b>2002</b> <b>USD</b> (en millions)
<b>Programmes d'opérations – Dépenses par région</b>		
Afrique et Moyen-Orient	67,1	32,7
Amériques	50,6	32,2
Asie et Océanie	71,6	108,4
Europe	214,3	164,9
Activités d'envergure mondiale	9,9	11,4
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>413,5</u></b>	<b><u>349,6</u></b>

Les fluctuations de dépenses les plus importantes, par région, sont les suivantes:

- L'augmentation significative des activités déployées pour l'**Afrique** et le **Moyen-Orient** en 2003, à hauteur de 34,4 millions USD, est pour l'essentiel le reflet d'une intensification des activités de réinstallation de réfugiés, principalement en Afrique (11,3 millions USD) et des opérations d'urgence en faveur de l'Iraq (10,9 millions USD) et de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire et Libéria) (2,4 millions USD);
- L'accroissement des activités en faveur des **Amériques** en 2003, à hauteur de 18,4 millions USD est essentiellement le reflet de l'intensification des activités de coopération technique en Equateur, en Colombie et au Pérou;
- La diminution des dépenses en **Asie et Océanie** à hauteur de 36,8 millions USD, s'explique par l'engagement réduit de l'Organisation dans le cadre des opérations de traitement des dossiers des migrants irréguliers du Pacifique attendant leur départ pour l'Australie (19,8 millions USD) et de la réduction des activités déployées en Afghanistan (12,8 millions USD);
- L'augmentation des dépenses en faveur de l'**Europe**, à hauteur de 49,4 millions USD, s'explique essentiellement par l'intensification des activités dans le cadre des programmes de dédommagement (34,8 millions USD) et des programmes européens de rapatriement (6,5 millions USD).

Le total des dépenses, par service, dans le cadre des programmes d'opérations, se résume comme suit:

	<b>2003</b> <b>USD</b> (en millions)	<b>2002</b> <b>USD</b> (en millions)
<b>Programmes d'opérations – Dépenses par service</b>		
Mouvements	115,3	125,4
Migration et santé	13,0	10,1
Coopération technique en matière de migration	104,5	84,4
Retours volontaires assistés	42,3	34,1
Information de masse	3,1	2,9
Lutte contre la traite des êtres humains	11,4	7,0
Migration de main-d'œuvre	4,4	1,8
Programmes de dédommagement	108,6	72,4
Appui aux programmes de caractère général	10,7	11,5
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>413,5</u></b>	<b><u>349,6</u></b>

Les fluctuations de dépenses les plus notables, par service, sont les suivantes:

- La diminution des **Mouvements** (10,1 millions USD) s'explique pour l'essentiel par la baisse des activités de traitement des dossiers des migrants du Pacifique en attente de départ pour l'Australie (19,8 millions USD), compensée par une recrudescence d'activité dans le cadre des programmes de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (5,3 millions USD), principalement en Afrique;

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)**

- L'augmentation des dépenses dans le cadre de la **Coopération technique en matière de migration** (20,1 millions USD) est essentiellement due aux nouvelles activités relatives à l'Iraq (9,5 millions USD) et à l'intensification des activités déployées en Equateur (7,1 millions USD), en Colombie (4,7 millions USD), au Pérou (2,3 millions USD) et en ex-République yougoslave de Macédoine (3,5 millions USD), cette intensification étant en partie compensée par une baisse des activités en Afghanistan (10,7 millions USD);
- L'augmentation des dépenses dans le cadre des **Retours volontaires assistés** (8,2 millions USD) est essentiellement due à l'intensification des programmes de retour au départ de l'Europe;
- L'augmentation des dépenses dans le cadre de la **Lutte contre la traite des êtres humains** (4,5 millions USD) est due à une expansion des activités et à un intérêt accru des donateurs pour cette question partout dans le monde, le nombre des projets actifs ayant doublé en 2003;
- Les dépenses dans le cadre des **Programmes de dédommagement** ont considérablement augmenté (36,3 millions USD) en raison du plus grand nombre de paiements effectués à titre de dédommagement (21,8 millions USD), des programmes humanitaires et sociaux (8,6 millions USD) et des dépenses administratives (4,7 millions USD) en 2003.

Les dépenses totales dans le cadre des programmes d'opérations en 2003 ont dépassé de 63,9 millions USD celles de 2002 (soit 18 % de plus). Les programmes de dédommagement comptent pour 26 % des dépenses totales de l'OIM en 2003 (contre 21 % en 2002). Mis à part les programmes de dédommagement, le total des dépenses s'est accru de 27,6 millions USD, soit 10 % de plus en 2003 qu'en 2002. Parallèlement, les niveaux de recettes de 2003 ont augmenté de 27 % par rapport à leur niveau de 2002, ce qui a entraîné une augmentation significative des ressources reportées, qui sont passées de 61,8 millions USD à la fin de 2002 à 90,7 millions USD à la fin de 2003, renforçant ainsi la base financière de l'Organisation.

Le résumé succinct du Programme et Budget pour 2003 (MC/2116) prévoyait un budget de 451,8 millions USD sur la base des informations disponibles à l'époque. Les dépenses réelles dans le cadre des programmes d'opérations ont été de 413,5 millions USD et se situent par conséquent à un niveau inférieur de 38,3 millions USD par rapport aux estimations. Les dépenses ont été moindres que prévu dans le cadre du Programme de réinstallation aux Etats-Unis, des activités en Afghanistan, du traitement des dossiers irréguliers en attente de départ pour l'Australie et des opérations déployées en Iraq.

Le total des dépenses administratives et de personnel a augmenté de 18,8 millions USD en 2003, passant ainsi de 109,9 millions en 2002 à 128,7 millions USD en 2003. Les augmentations les plus importantes résultent des dépenses accrues de personnel et de bureau dans le cadre des programmes de dédommagement à Genève et de l'ouverture de nouveaux bureaux à Chypre, en Iraq, en Jordanie et au Koweït, dans le cadre des opérations d'urgence en faveur de l'Iraq. En outre, les structures hors Siège se sont étoffées en Afrique (principalement en Côte d'Ivoire et au Kenya), en Colombie et en Equateur. Les augmentations qui en ont résulté ont été dans une certaine mesure compensées par la diminution des dépenses de personnel et de bureau pour l'Afghanistan et l'Australie.

Les dépenses directes ont connu une progression de 45 millions USD en 2003, passant de 239,8 millions en 2002 à 284,8 millions USD en 2003. Ceci s'explique principalement par une augmentation des paiements effectués à titre de dédommagement dans le cadre des programmes allemands (21,8 millions USD de plus, soit 79,9 millions USD en 2003 contre 58,1 millions USD en 2002) et par une augmentation des micro-projets et des services donnés en sous-traitance, essentiellement dans le cadre des projets déployés en Colombie, en Equateur, en ex-République yougoslave de Macédoine et en Afghanistan.

Les programmes d'opérations ont été clôturés en 2003 avec un léger déficit de 48.965 USD. Comme en 2002, ce montant reflète deux tendances distinctes:

- 1) Un léger excédent résultant des opérations, à hauteur de 2.722 USD. La suppression du déficit de 730.086 USD reporté de 2002 a été un succès considérable en 2003. Toutefois, certaines dépenses de personnel et de bureau n'étaient pas inscrites au budget, et des déficits entraînés par certains projets ont dû être absorbés grâce à un prélèvement plus important que prévu sur les revenus discrétionnaires inscrits au budget en raison d'un manque de soutien financier de la part des donateurs.
- 2) Un déficit subsistant de 51.687 USD au titre de la redevance de l'UNSECOORD. Le surcroît de commission de 2,5 % appliqué aux projets en 2003 a dépassé les attentes, en ce sens que de nombreux projets nouveaux ou existants se sont accommodés de cette augmentation de la commission sur frais généraux, passée de 9,5 % à 12 %. Les recettes provenant de la commission sur frais généraux en 2003 ont suffi à couvrir le report de 2002 à hauteur de 1.069.851 USD et la majeure partie de la redevance de 2003 à hauteur de 944. 217 USD.

## **ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL**

### **CONSTITUTION ET GOUVERNANCE**

L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Un certain nombre d'amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989 et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. L'Organisation comptait 102 Etats Membres au 31 décembre 2003, contre 98 à la fin de 2002.

Les organes de l'Organisation sont le Conseil, le Comité exécutif et l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif qui compte en ce moment 23 Etats Membres élus pour deux ans, supervise les politiques, les opérations et la gestion de l'Organisation. Le Sous-Comité du budget et des finances, où siègent l'ensemble des Membres, se réunit deux fois par an pour débattre des questions budgétaires et financières.

L'Administration, comprenant un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif peut-être déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction des services de l'Organisation conformément à la Constitution et aux politiques et décisions du Conseil et du Comité exécutif. Le Directeur général est le chef de secrétariat de l'Organisation et est élu par le Conseil pour une durée de 5 ans.

### **BUTS ET FONCTIONS**

L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société, et elle agit avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de: contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration; promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration; veiller au respect de la dignité humaine et au bien-être des migrants.

Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont:

- De prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;
- De s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir;
- De fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation;
- De fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;
- D'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

## ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

### STRUCTURE

L'OIM est dotée d'une structure organique fonctionnelle qui répond à une approche privilégiant la prise en compte des défis migratoires par les différents services constitués à cet effet et la mise en œuvre de ses activités sur cette base. En 2003, on dénombrait sept services: Mouvements, Migration et santé, Coopération technique en matière de migration, Retours volontaires assistés, Information de masse, Lutte contre la traite des êtres humains et Migration de main-d'œuvre. Avec les programmes spéciaux (Politique et recherche en matière migratoire et Programmes de dédommagement) et l'Appui aux programmes de caractère général, l'ensemble des projets de l'OIM relèvent de l'un des secteurs de services pré-cités. Les bureaux de l'OIM sont structurés comme suit:

**Missions à fonctions régionales (MFR):** On compte sur l'ensemble du globe 19 bureaux extérieurs désignés comme missions à fonctions régionales (MFR). Les MFR fonctionnent en tant que centres de ressources et de soutien pour les missions de pays et les missions poursuivant un objectif spécifique dans la région, et mettent à leur disposition des connaissances opérationnelles spécialisées pour les aider dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets. Il s'agit d'une méthode rentable de partage des ressources et des connaissances existantes entre les missions et au sein des régions, notamment dans le cas des missions plus petites qui ne disposent pas des moyens financiers et des ressources nécessaires. De cette façon, malgré la décentralisation géographique, la cohérence de l'approche est assurée dans l'ensemble de l'Organisation. Les MFR assurent en outre la flexibilité structurelle autorisant le déploiement rapide et temporaire d'experts, par exemple pour entreprendre des missions d'évaluation durant la planification de nouveaux projets, ou pour contrôler et mieux orienter la mise en œuvre d'activités de projets dans d'autres missions disposant de ressources moindres.

**Missions de pays:** L'OIM compte un réseau mondial de plus de 190 missions de pays – en ce compris les bureaux auxiliaires – chargées de réaliser ses projets. La plupart de ces missions dépendent sur le plan financier des fonds des projets qu'elles mettent en œuvre.

**Missions poursuivant un objectif spécifique:** Un certain nombre de missions poursuivant un objectif spécifique sont créées pour des durées relativement courtes, principalement pour assurer des opérations d'urgence ou fonctionner comme bureau auxiliaire d'une mission de pays.

### Siège

**Bureau du Directeur général:** Le Bureau du Directeur général est composé du Directeur général et du Directeur général adjoint, tous deux élus par le Conseil pour une durée de 5 ans. C'est le Bureau du Directeur général et le Chef de cabinet qui disposent de l'autorité constitutionnelle de gérer l'Organisation et déploient des activités relevant du mandat de celle-ci en formulant des politiques cohérentes et en veillant à ce que l'élaboration des programmes s'accorde bien avec les priorités stratégiques. En plus des grands piliers brièvement présentés ci-dessous, plusieurs fonctions clés de l'Organisation étaient liées en 2003 au Bureau du Directeur général: le Service juridique, La Coordination de la gestion, l'Unité Médias et information, le Secrétariat des réunions et le Bureau de l'Inspecteur général.

**Services de gestion des migrations** – Ce département met au point les politiques et les programmes au niveau de tous les services d'opérations de l'OIM à l'intention des Etats Membres et offre ses conseils et ses compétences spécialisées aux bureaux extérieurs de l'OIM et aux autres unités fonctionnelles quant à la politique, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes. Il veille à ce que la planification et l'élaboration des projets soient bien conformes aux buts et aux objectifs de l'Organisation, tout en explorant de nouvelles voies susceptibles d'aider les gouvernements et d'assister les autres organisations internationales dans leurs efforts de renforcement des pratiques de gestion des migrations.

**Relations extérieures** – Le Département des Relations extérieures apporte son soutien au niveau des relations générales de l'Organisation avec les Etats Membres et observateurs, et autres Etats, ainsi qu'avec les organisations internationales et non gouvernementales. Il est responsable du renforcement de la coopération avec les autres organisations internationales et de la mise en place d'un cadre approprié pour assurer la cohérence de l'approche de l'OIM par rapport à celle de ses organisations partenaires – l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales, ainsi que des organisations non gouvernementales. Ce département est également responsable des activités de recherche et de publication.

## **ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)**

**Appui aux programmes** – Le Département de l'Appui aux programmes était composé en 2003 de quatre unités: Relations avec les donateurs, Situations de crise et d'après-conflit, Suivi des projets et Sécurité du personnel. Il assiste le Directeur général dans ses décisions concernant les opérations au niveau mondial.

**Appui administratif** – En 2003, la fonction de l'appui administratif était assurée par deux départements: le Département du budget et des finances, qui se compose de la Comptabilité, du Budget et de la Trésorerie, et le Département de la gestion des ressources humaines et des services communs. Ces deux départements sont responsables de la formulation des politiques administrative, financière et de personnel, dont l'objet est d'assurer une gestion financière saine et une mise en œuvre efficace des activités de l'Organisation.

**Technologie de l'information et communications** – L'Unité de Technologie de l'information et des communications est chargée d'orienter, de planifier et de mettre en œuvre une stratégie mondiale axée sur la technologie de l'information et les systèmes d'information (TI/SI) aux fins d'assurer la diffusion de l'information par l'Organisation. Elle assure la coordination générale des initiatives de développement en matière de TI dans les bureaux extérieurs comme au Siège en veillant à assurer la cohérence avec la stratégie générale de l'OIM, et définit et met en œuvre dans l'ensemble de l'Organisation, des normes, une infrastructure et une architecture de TI/SI.

## **DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES**

**Mouvements**: Les activités d'aide à la réinstallation, au rapatriement et au transport des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées constituent l'essentiel de l'action de l'OIM. Désireuse de fournir dans ce domaine les services les plus efficaces et les plus humains aux migrants, aux gouvernements et aux autres partenaires de mise en œuvre, l'OIM organise des transferts sûrs et fiables de migrants à des fins de réinstallation, d'emploi, d'études ou dans d'autres buts s'accordant avec l'immigration légale. Les services ordinaires proposés dans le cadre des mouvements englobent la sélection, la prise en charge, la formation linguistique, l'orientation, les examens médicaux et diverses activités destinées à faciliter l'intégration. L'un des principaux programmes de mouvements mis en œuvre par l'OIM au nom du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 50 est le Programme de réfugiés USRP. En 2003, en plus des mouvements traditionnels de réinstallation et de retours volontaires assistés de l'OIM, le service des mouvements a également déployé son activité en plusieurs lieux où l'OIM était intervenue dans une situation d'après-crise, pour l'évacuation de ressortissants de pays tiers et de déplacés internes, en Iraq, en Afghanistan, au Liberia, en Côte d'Ivoire et en Zambie.

**Retours volontaires assistés**: A l'un ou l'autre moment, la plupart des migrants manifestent le souhait de regagner leur pays d'origine. D'autres peuvent être amenés à quitter le pays dans lequel ils avaient souhaité résider après s'être vu dénier par les autorités le droit d'y rester. Les migrants doivent être mis en mesure de regagner leur pays en sécurité et dans la dignité, et leur retour doit favoriser le développement économique et social du pays d'origine. Les activités de retours assistés de l'OIM englobent à la fois les programmes de retours volontaires profitant à des personnes physiques et une action de diplomatie dans le domaine migratoire, dans laquelle l'OIM joue le rôle d'intermédiaire neutre et indépendant. Des programmes majeurs de retours volontaires en faveur de demandeurs d'asile déboutés et autres migrants dans le besoin ont été mis sur pied par l'OIM dans divers pays, dont la Belgique, l'Allemagne, la Hongrie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et le Royaume-Uni. En 2003, les activités se sont intensifiées tant par leur ampleur que par l'étendue des services offerts, essentiellement en raison de l'accroissement des retours depuis l'Europe.

**Migration et santé**: Dans le contexte actuel de mondialisation, le lien entre la migration et la santé apparaît plus important que jamais. Les mouvements de personnes posent d'importantes questions de santé publique. Les populations mobiles et les migrants peuvent transporter les caractéristiques sanitaires de leur lieu d'origine vers de nouvelles destinations. En 2003, les évaluations sanitaires dans le contexte migratoire sont restées l'activité principale du service Migration et santé (MHS). L'organisation a également fourni des traitements appropriés et des services de santé préventive aux migrants et aux réfugiés, et a favorisé la normalisation des législations et des directives en matière d'immigration, de déplacements et de santé internationale. Le service Migration et santé de l'OIM favorise la formation et l'éducation du personnel participant aux soins de santé aux migrants. Le lien entre les migrations et le VIH/SIDA retient tout particulièrement l'attention de l'OIM. L'accent est placé sur la recherche et sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes, l'OIM travaillant en étroite collaboration avec l'ONUSIDA. Fournir des services sanitaires dans le contexte migratoire des opérations de gestion des migrations des situations d'après-crise est resté l'une des importantes activités du service MHS en 2003, principalement en Iraq, en Afghanistan, au Cambodge et au Kosovo. MHS a également continué à travailler très étroitement avec ses partenaires des Nations Unies afin de mener des recherches, de formuler des politiques et de déployer des activités de sensibilisation à partir de faits concrets.



## **ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)**

**Coopération technique en matière de migration:** Les gouvernements sont confrontés à une série complexe de défis lorsqu'il s'agit de gérer les migrations, et en particulier les migrations irrégulières, qui les concernent en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des flux migratoires. L'action du service de Coopération technique en matière de migration (CTM) a surtout été centrée sur le renforcement des capacités des gouvernements et autres acteurs pertinents en vue de leur permettre de relever les défis migratoires par le biais d'initiatives nationales spécifiques et par un partenariat renforcé et une action conjointe avec d'autres Etats concernés et des partenaires compétents. Par ailleurs, la coopération technique de l'OIM en matière de migration facilite la coopération entre les gouvernements et l'élaboration des législations nécessaires et des structures administratives, des connaissances et des ressources humaines permettant de mieux gérer les migrations. L'OIM est particulièrement active dans la CEI et en Europe du Sud-Est, où elle met en œuvre des programmes de renforcement de capacités. On a pu constater une croissance significative des activités de CTM en 2003, et une augmentation correspondante des dépenses d'opérations, notamment dans le cadre des activités de gestion des migrations dans les situations d'après-crise. En 2003, les activités ont concerné le renforcement des capacités essentielles en matière politique, juridique et opérationnelle, l'encouragement du dialogue régional et transrégional et la planification dans ce domaine. Les principales activités de coopération technique au cours de l'année ont été déployées en Colombie, en ex-République yougoslave de Macédoine, en Afghanistan, en Iraq, au Pérou, au Kosovo et en Equateur. La gestion des migrations dans les situations d'après-crise relève également de la coopération technique. Un appui à la gestion des **crises et situations d'après-conflit** a été apporté en 2003 aux bureaux extérieurs ci-après: Iraq, Afghanistan, Côte d'Ivoire, Angola, Ouganda, Congo, Colombie, Zimbabwe, Soudan et Sri Lanka.

**Lutte contre la traite des êtres humains:** Un nombre croissant de migrants sont chaque année victimes de trafiquants d'êtres humains dans le monde, une activité qui génère d'énormes sommes d'argent pour les filières criminelles organisées. Celles-ci pratiquent la désinformation auprès des migrants en exploitant leur ignorance, en leur faisant souvent subir des préjudices physiques et en les exposant à des dangers, en les livrant au désespoir économique et au travail forcé et en les rendant vulnérables dans les pays de destination. L'OIM contribue à la prévention de la traite des migrants en fournissant des informations factuelles sur les dangers de la migration irrégulière. Elle apporte son aide aux victimes de la traite en leur offrant sa protection et ses conseils et en facilitant leur retour et leur réinsertion. L'action de l'OIM dans le domaine de la lutte contre la traite passe également par un travail de recherche, de compilation de données, de diffusion et d'échange d'informations et d'expériences, et d'aide aux gouvernements qu'elle met ainsi en mesure de renforcer leurs capacités de lutte contre ce phénomène. Grâce à un ferme soutien de la communauté des donateurs, l'OIM a pu accroître sensiblement le nombre de ses projets contre la traite en 2003, avec une croissance budgétaire de plus de 50 % par rapport à 2002. Cette croissance majeure reflète l'impact qu'a eu la question de la lutte contre la traite sur les ordres du jour politiques de nombreux Etats Membres. La disponibilité de ressources financières a permis à l'OIM d'élargir ses activités de lutte contre la traite tant au niveau de la couverture géographique que sur le fond. De nouvelles régions ont été ciblées et de nouvelles activités ont été mises au point afin de prévenir plus efficacement la traite et de mieux en protéger les victimes.

**Information de masse:** Les migrants tout comme les gouvernements ont besoin de pouvoir prendre des décisions en connaissance de cause et sur la base d'informations précises, fiables et venant à point nommé. Beaucoup de migrants franchissent des frontières de façon irrégulière et déposent une demande d'asile ou de résidence non justifiée parce qu'ils ne sont pas informés des exigences de la migration régulière. Dans les pays d'accueil, l'OIM combat la xénophobie et les autres formes de discrimination en diffusant dans le public des informations précises et objectives sur les questions migratoires. Sur la base de recherches approfondies, l'OIM élabore des campagnes efficaces d'information à l'adresse de groupes cibles spécifiques tels que les femmes et les enfants, qui sont des victimes potentielles de trafiquants. En 2003, le service d'Information de masse a surtout mis l'accent sur le renforcement et l'expansion de ses activités et sur l'élargissement de leur portée géographique et thématique à d'autres domaines d'intervention. Les programmes d'information ont été mis en œuvre aussi bien sous la forme d'activités isolées que dans le cadre de programmes plus larges censés traiter tout un ensemble de questions migratoires. En 2003, un large éventail d'activités a été couvert au niveau régional et sous-régional et de nouveaux secteurs d'intérêt sur le plan politique ont été explorés, tels que l'intégration des migrants et la facilitation du traitement de dossiers des immigrants grâce aux centres d'information sur les migrants.

**Migration de main-d'œuvre:** Ce service, qui a vu le jour en mai 2002, a été créé pour servir de point focal aux activités d'élaboration de projets et de soutien technique de l'OIM dans ce secteur en mutation rapide de la gestion des migrations. D'un bout à l'autre du spectre de la migration de main-d'œuvre, les gouvernements et les migrants se tournent de plus en plus fréquemment vers l'OIM pour obtenir un soutien spécialisé et pour rendre plus facile la migration de main-d'œuvre contrôlée, ainsi qu'une assistance directe aux migrants. Lorsqu'elle fournit de tels services, l'OIM a pour objectif principal de promouvoir les formes légales de mobilité de main-d'œuvre en tant qu'alternative à la migration irrégulière, d'assurer une protection efficace et de fournir des services de soutien aux travailleurs migrants et à leur famille, et de favoriser le développement économique et social. Grâce à ses représentations sur tous les continents, l'OIM est bien placée pour amener toutes les parties à s'entendre en vue de la mise en place de mécanismes de migration de main-d'œuvre. Les projets de migration

**ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)****Migration de main-d'œuvre (suite):**

de main-d'œuvre que l'OIM met en oeuvre à la demande progressent déjà en termes de volume et d'expansion géographique. 2003 a également été témoin d'un renforcement du rôle de l'OIM en tant que conseiller sur les questions de migration de main-d'œuvre en général, tant auprès des gouvernements que des autres organisations internationales. Les relations de travail ont été renforcées avec l'OIT et plus particulièrement avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et l'OIM suit de près les négociations commerciales à Genève qui portent sur la libéralisation de la circulation temporaire de personnes prestataires de services.

**Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire:** Par son programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM), l'OIM identifie les "meilleures pratiques" en termes de politique migratoire et en assure la diffusion, tirant en cela parti des 50 années d'expérience opérationnelle qu'elle a acquise, avec d'autres, et les met à la disposition des Etats sous une forme utilisable par eux. Le PPRM se charge également de réunir, de compiler et d'analyser des statistiques et des données pertinentes sur les migrations et de mettre régulièrement ses informations à la disposition des Etats sous une forme fiable et exploitable. Le PPRM œuvre aux côtés des gouvernements, des organisations partenaires, des institutions, des instituts universitaires et de la société civile pour faire aboutir cette initiative, le but étant de tirer le plus efficacement parti des données et des ressources existantes et d'éviter les doubles emplois. Le PPRM est chargé d'œuvrer à une meilleure compréhension des questions migratoires et d'aider au renforcement des capacités du gouvernement à coopérer à la gestion des migrations de manière plus globale et plus efficace. Le thème du dialogue en 2003 était "Migration et mondialisation".

**Programmes de dédommagement:** En juillet 2000, l'OIM a été désignée par le Gouvernement allemand en tant qu'organisation partenaire de la Fondation fédérale chargée de donner suite aux demandes de dédommagement des ex-travailleurs forcés du régime nazi et à leur verser des indemnités à ce titre. En décembre 2000, l'OIM a également été désignée en tant qu'organisation de mise en oeuvre dans le cadre du Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste, un programme visant à dédommager les victimes des persécutions nazies et découlant d'un contentieux avec les banques suisses. En raison de leur portée significative et de leur impact financier, il est rendu compte séparément de ces programmes dans la structure de l'OIM sous le titre "Programmes spéciaux". Voir l'appendice 6 pour plus d'informations sur ces programmes.

**ETAT DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DES FONDS AU 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b><u>ACTIF</u></b>		
<b>ACTIF A COURT TERME</b>		
Avoirs en banque et liquidités (note 3)	130 036 658	88 115 745
Sommes à recevoir:		
Gouvernements et agences bénévoles	30 688 906	27 869 545
Contributions impayées des Etats Membres (appendice 2)	6 265 628	5 129 680
Autres sommes à recevoir et dépôts	6 142 833	5 061 741
	<u>43 097 367</u>	<u>38 060 966</u>
A déduire: provision pour créances douteuses (appendice 2)	(4 399 243)	(3 531 235)
	<u>38 698 124</u>	<u>34 529 731</u>
<b>ACTIF A MOYEN TERME</b>		
Billets à ordre (note 4)	17 200 000	17 200 000
<b>CAPITAL FIXE</b>		
Bâtiment du Siège (note 5)	8 846 422	8 220 596
Bâtiments des missions (note 5)	808 039	892 039
	<u>9 654 461</u>	<u>9 112 635</u>
<b><u>TOTAL DE L'ACTIF</u></b>	<b><u>195 589 243</u></b>	<b><u>148 958 111</u></b>
<b><u>PASSIF ET FONDS</u></b>		
<b>EXIGIBILITES A COURT TERME</b>		
Sommes à payer pour services de transport	3 589 939	3 873 661
Autres sommes à payer (note 10)	8 743 582	9 274 399
Sommes à payer aux caisses de prévoyance du personnel (note 6)	8 281 619	5 342 790
Charges à payer	5 881 330	6 923 439
	<u>26 496 470</u>	<u>25 414 289</u>
<b>PASSIF A LONG TERME</b>		
Indemnités dues au personnel à la cessation de service (note 7)	19 072 492	15 931 614
Emprunt pour le bâtiment du Siège (note 5)	8 846 422	8 220 596
Fonds de dotation Sasakawa (appendice 9)	2 000 000	2 004 000
Emprunts contractés auprès des Etats Membres (note 8)	1 680 400	1 680 400
	<u>31 599 314</u>	<u>27 836 610</u>
<b>FONDS</b>		
Avance sur contributions des gouvernements, des agences bénévoles des migrants et des répondants	2 232 409	2 002 758
Fonds de prêts aux réfugiés (appendice 5)	25 595 129	26 503 786
Compte d'opérations d'urgence (appendice 7)	421 000	331 000
Fonds de migration pour le développement (appendice 8)	0	0
Fonds de prêt aux migrants (note 9)	180 249	180 249
Fonds de réponse rapide pour les transports (appendice 10)	3 021 290	2 310 801
Réserve de conversion monétaire (note 10)	14 870 988	3 595 071
Programmes d'opérations – report de ressources réservées	90 693 006	61 841 207
Programmes d'opérations – report du déficit (note 11)	( 48 965)	(1 799 937)
Programme administratif – report du déficit	( 471 647)	( 257 723)
Réserve pour imprévus (note 12)	1 000 000	1 000 000
	<u>137 493 459</u>	<u>95 707 212</u>
<b><u>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</u></b>	<b><u>195 598 243</u></b>	<b><u>148 958 111</u></b>

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2003****EN DOLLARS DES ETATS-UNIS**

Voir l'état exprimé en francs suisses à la page suivante

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>RECETTES</b>		
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)	26 383 453	21 287 500
Gain de change (remarque a)	<u>825 263</u>	<u>1 684 317</u>
<b>TOTAL RESOURCES</b>	<b><u>27 208 716</u></b>	<b><u>22 971 817</u></b>
<b>DEPENSES</b>		
Traitements et prestations dus au personnel et paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	21 351 782	18 102 628
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	<u>819 218</u>	<u>757 744</u>
Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel	22 171 000	18 860 372
Location et entretien des bâtiments	921 367	783 184
Equipement informatique et maintenance	1 711 500	1 393 651
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	<u>501 514</u>	<u>442 651</u>
Total des frais généraux de bureaux	3 134 381	2 619 486
Formation	466 905	404 180
Services extérieurs et recherche	<u>566 138</u>	<u>436 170</u>
Total des services contractuels	1 033 043	840 350
Communications	376 314	328 688
Secrétariat des réunions	<u>362 543</u>	<u>303 332</u>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b><u>27 077 281</u></b>	<b><u>22 952 228</u></b>
Excédent de recettes de l'exercice	131 435	19 589
Excédent de recettes /(de dépenses) reporté en début d'exercice	( 257 723)	603 953
Dépenses effectuées à l'aide de l'excédent de recettes de 2001 (remarque b)	0	( 464 981)
Affectation de l'excédent de recettes de 2001 (remarque b)	0	( 181 466)
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)	108 977	305 977
Augmentation de la provision pour créances douteuses (appendice 2)	<u>( 454 336)</u>	<u>( 540 795)</u>
<b>Excédent de dépenses reporté en fin d'exercice</b>	<b><u>( 471 647)</u></b>	<b><u>( 257 723)</u></b>

**Remarque a:**

Le gain de change en 2003 est dû à l'affermissement du franc Suisse par rapport au dollar des Etats-Unis au cours de l'année (1 USD = 1,39 CHF au 1<sup>er</sup> janvier 2003, contre 1 USD = 1,25 CHF au 31 décembre 2003).

**Remarque b:**

Sur l'excédent de recettes reporté au 31 décembre 2001, un montant de 595.238 USD (1.000.000 CHF) a été réservé pour donner suite à la proposition contenue dans le document MC/2051, tel que modifié par le document MC/2051/Add.1 (option 1), approuvé par le Conseil en décembre 2001 comme indiqué dans le document MC/C/SR/439, paragraphe 71. De ce montant approuvé, une somme de 464.981 USD a été dépensée en 2002, et une autre de 181.466 USD a été affectée en 2002 et dépensée en 2003.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2003****EN FRANCS SUISSES**

Voir l'état exprimé en dollars des Etats-Unis à la page précédente

	<b>BUDGET</b>		
	<b>2003</b>	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b><u>RECETTES</u></b>			
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)		36 673 000	35 763 000
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<u>36 673 000</u>	<u>35 763 000</u>
<b><u>DEPENSES</u></b>			
Traitements et prestations dus au personnel et paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	29 343 000	28 831 833	28 320 486
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 063 000	1 099 972	1 181 646
Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel	<u>30 406 000</u>	<u>29 931 805</u>	<u>29 502 132</u>
Location et entretien des bâtiments	1 268 000	1 232 308	1 192 470
Equipped informatique et maintenance	2 122 000	2 256 899	2 140 806
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	638 000	670 733	682 465
Total des frais généraux de bureaux	<u>4 028 000</u>	<u>4 159 940</u>	<u>4 015 741</u>
Formation	600 000	625 645	648 689
Services extérieurs et recherche	759 000	750 975	682 318
Total des services contractuels	<u>1 359 000</u>	<u>1 376 620</u>	<u>1 331 007</u>
Communications	475 000	513 088	510 730
Secrétariat des réunions	405 000	482 175	459 736
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b><u>36 673 000</u></b>	<b><u>36 463 628</u></b>	<b><u>35 819 346</u></b>
Excédent de recettes (dépendances) de l'exercice		209 372	( 56 346)
Excédent de recettes / (de dépenses) reporté en début d'exercice		( 358 235)	1 014 641
Dépenses effectuées à l'aide de l'excédent de recettes de 2001(remarque a)		0	( 729 615)
Affectation de l'excédent de recettes de 2001 en prévision de dépenses futures (remarque a)		0	( 270 385)
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)		149 941	489 255
Augmentation de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		<u>( 590 637)</u>	<u>( 805 785)</u>
<b>Excédent de dépenses reporté en fin d'exercice</b>		<b><u>( 589 559)</u></b>	<b><u>( 358 235)</u></b>

**Remarque a:**

Sur l'excédent de recettes reporté au 31 décembre 2001, un montant de 1.000.000 CHF est réservé pour donner suite à la proposition contenue dans le document MC/2051, tel que modifié par le document MC/2051/Add.1 (option 1), approuvé par le Conseil en décembre 2001 comme indiqué dans le document MC/C/SR/439, paragraphe 71. Du montant approuvé de 1.000.000 CHF, une somme de 729.615 CHF a été dépensée en 2002, et une autre de 270.385 CHF a été affectée en 2002 et dépensée en 2003.

**PROGRAMMES D'OPERATIONS****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2003**

	2003 USD	2002 USD
<b><u>RESSOURCES (appendice 12)</u></b>		
Contributions à affectation spéciale:		
Etats Membres	259 280 586	201 643 747
Etats non membres, agences et autres	138 643 706	94 001 723
Remboursement de billets à ordre	25 269 107	34 614 489
Réfugiés, migrants et répondants	16 761 592	16 624 483
Total des contributions à affectation spéciale	<u>439 954 991</u>	<u>346 884 442</u>
Contributions sans affectation spéciale:		
Etats Membres	3 451 488	3 444 818
Intérêts nets et recettes diverses	684 936	472 303
Total des contributions sans affectation spéciale	<u>4 136 424</u>	<u>3 917 121</u>
<b>TOTAL DES RECETTES (appendice 12)</b>	<b><u>444 091 415</u></b>	<b><u>350 801 563</u></b>
<b><u>DEPENSES</u></b>		
Transports	64 452 479	61 614 715
Visas, documents et transit	4 738 273	3 409 641
Examens médicaux, équipements et médicaments	6 635 726	6 580 524
Aide à la réintégration, subventions et indemnisations	93 169 250	68 122 515
Aide aux p.d.i. et micro-projets	57 600 042	48 772 489
Services en sous-traitance	55 025 710	49 165 394
Activités d'information publique	2 597 581	1 526 870
Autres dépenses d'opérations	547 227	559 086
<b>Total des dépenses directes</b>	<u>284 766 288</u>	<u>239 751 234</u>
<b>PERSONNEL ET BUREAUX</b>		
Dépenses générales de personnel	79 880 218	66 163 305
Dépenses médicales du personnel	6 062 336	4 784 315
Paiements dus à la cessation de service	6 010 948	4 901 717
Total des dépenses du personnel	<u>91 953 502</u>	<u>75 849 337</u>
Frais de voyage et de séjour	7 423 683	6 424 779
Ordinateurs, équipements et fournitures de bureaux	7 440 745	7 003 812
Location et entretien de locaux	8 699 583	7 423 606
Communications	4 719 055	4 377 267
Achat, location et entretien de véhicules	3 488 082	3 224 718
Services contractuels externes	4 997 706	5 593 254
<b>Total des dépenses de personnel et de bureaux (appendices 3 et 4)</b>	<u>128 722 356</u>	<u>109 896 773</u>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b><u>413 488 644</u></b>	<b><u>349 648 007</u></b>
Recettes excédentaires de l'exercice	30 602 771	1 153 556
Recettes reportées en début d'exercice	60 041 270	58 887 714
<b>Recettes reportées en fin d'exercice</b>	<b><u>90 644 041</u></b>	<b><u>60 041 270</u></b>
<b><u>Comprenant:</u></b>		
Fonds réservés pour des programmes déterminés	90 693 006	61 841 207
Programmes (déficitaires) (note 11)	( 48 965)	(1 799 937)
<b>Total des recettes reportées en fin d'exercice</b>	<b><u>90 644 041</u></b>	<b><u>60 041 270</u></b>

## NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS

### NOTE 1 – REGLEMENT FINANCIER ET PRESENTATION DU RAPPORT FINANCIER

Le Règlement financier exige que l'Organisation publie des états financiers, à savoir:

- i) un état de l'actif et du passif des fonds propres de l'Organisation et d'autres fonds gérés par elle;
- ii) un état des recettes et des dépenses des programmes administratif et d'opérations, ainsi que d'autres fonds gérés par l'Organisation;
- iii) toute autre indication considérée comme nécessaire pour faire ressortir clairement la situation financière ainsi que les recettes et les dépenses relatives aux activités de l'Organisation;

ainsi que tous autres rapports qui pourraient lui être demandés où qui seraient jugés nécessaires.

La forme de présentation détaillée du Rapport financier n'est pas spécifiée dans le Règlement financier et, étant donné que l'OIM mène des opérations de grande ampleur, complexes et très spécialisées, il n'existe pas de modèles applicables en l'occurrence. Le principal critère réside dans l'obligation de présenter des états financiers reflétant bien les recettes et les dépenses, ainsi que la situation financière de l'Organisation.

Les pièces comptables principales de l'Organisation sont établies en dollars des Etats-Unis, devise utilisée par l'Organisation dans son Rapport financier annuel, conformément au Règlement financier. Ce dernier exige aussi que le Programme administratif soit présenté en francs suisses, étant donné que les recettes et les dépenses administratives sont comptabilisées pour une grande part dans cette monnaie.

### NOTE 2 – ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

La politique comptable et financière de l'Organisation est régie par les articles 24, 25 et 26 de sa Constitution, ainsi que par le Règlement financier adopté par le Conseil conformément à l'article 26. Les points principaux de cette politique sont les suivants:

#### **Pièces comptables et devises**

Les documents comptables sont présentés en dollars des Etats-Unis comme le veut le Règlement financier. Les actifs et les passifs en devises étrangères sont convertis en dollars des Etats-Unis au taux officiel de change des Nations Unies pour le mois considéré. Les gains et les pertes de change en devises qui résultent de l'écart entre le taux de change des Nations Unies et le taux bancaire sont pris en compte dans le budget des programmes correspondants. Dans la mesure où le programme administratif est exprimé en francs suisses, le gain ou la perte de change calculé(e) est enregistré(e) dans l'état des recettes et des dépenses du programme administratif exprimé en dollars des Etats-Unis. Toutes les autres réévaluations et tous les autres gains ou pertes de change sont accumulés dans la réserve de conversion monétaire et reflétés en tant que fonds.

#### **Créances douteuses**

Une provision est constituée pour la totalité des créances dues depuis plus d'une année.

#### **Dépenses**

Les dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice, c'est-à-dire imputées sur l'exercice qui leur a donné naissance.

#### **Capital fixe**

La valeur des bâtiments est capitalisée et amortie.

Les dépenses d'équipements fixes, d'installations, de véhicules et autres biens meubles sont encourues au moment de l'achat.

#### **Revenus d'investissement**

Les revenus d'investissement sont comptabilisés selon le système de l'exercice.

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****Programmes d'opérations**

En principe, les dépenses pour les programmes d'opérations s'effectuent dans les limites des fonds disponibles ou sur la base d'un engagement formel pris par les Etats participants ou d'autres donateurs.

**Ressources**

Les contributions au programme administratif sont comptabilisées selon le système de l'exercice. Les contributions assignées sont exigibles dès le 1<sup>er</sup> janvier et enregistrées en tant que recettes à cette date. Les contributions volontaires aux programmes d'opérations sont normalement comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les contributions annoncées et les contributions exigeant la facturation des dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice en fonction du niveau de dépenses encourues.

**Imposition**

L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif, qui est, de manière générale, exemptée de toute imposition.

**NOTE 3 – AVOIRS EN BANQUE ET LIQUIDITES**

L'Organisation détient la totalité de son encaisse dans des comptes communs sans distinction des liquidités qu'elle détient pour son propre compte et de celles détenues pour le compte des contribuants aux divers programmes. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés à court terme et les intérêts produits par ces placements portés au crédit des programmes appropriés.

**NOTE 4 – BILLETS A ORDRE**

Le montant de 17,2 millions USD (17,2 millions USD en 2002) est la valeur recouvrable estimative des billets à ordre signés par des réfugiés transportés conformément aux conditions du Fonds de prêt aux réfugiés. Voir l'appendice 5 pour un complément d'informations sur ce fonds de prêt, y compris l'évaluation des billets à ordre.

**NOTE 5 – CAPITAL FIXE****Bâtiment du Siège**

Le bâtiment du Siège à Genève a été acquis en 1984 pour un coût de 18 millions CHF. Ce bâtiment est situé sur un terrain loué au Canton de Genève sur une période de 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. L'achat du bâtiment est entièrement financé au moyen d'un prêt accordé par le Gouvernement suisse qui ne porte plus d'intérêts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2003 a été de 368.600 CHF (368.600 CHF en 2002).

La politique comptable appliquée au bâtiment consiste à l'amortir sur la période du prêt, l'amortissement annuel étant équivalent aux remboursements de capital. Le coût du bâtiment et le prêt correspondant en francs suisses sont convertis comme suit en dollars des Etats-Unis au taux de change en vigueur en fin d'année:

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
Coût du bâtiment	18 000 000	18 000 000
Amortissement cumulé	(6 941 972)	(6 573 372)
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b><u>11 058 028</u></b>	<b><u>11 426 628</u></b>
Prêt du gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	(6 941 972)	(6 573 372)
<b>Solde de l'emprunt au 31 décembre</b>	<b><u>11 058 028</u></b>	<b><u>11 426 628</u></b>
<b>Conversion au taux en vigueur en fin d'année</b>	<b>USD <u>8 846 422</u></b>	<b><u>8 220 596</u></b>
Taux de change appliqué en fin d'année (CHF/USD)	1,25	1,39



**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****Bâtiments des missions**

L'Organisation possède cinq bâtiments à usage de bureaux pour ses missions extérieures en Argentine, en Australie, en Bolivie, au Chili et au Pérou. Trois de ces bâtiments sont entièrement amortis. Les deux autres, au Chili et en Australie, sont amortis au taux de 5 % l'an.

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
Coût des bâtiments des missions	1 839 751	1 839 751
Amortissement cumulé	(1 031 712)	(947 712)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b><u>808 039</u></b>	<b><u>892 039</u></b>

**NOTE 6 – EXIGIBLE CORRESPONDANT AUX AVOIRS DU PERSONNEL DETENUS DANS LA CAISSE DE PREVOYANCE**

Les montants détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel atteignent un total de 8.281.619 millions USD (contre 5.342.790 millions USD en 2002) et constituent la créance de l'OIM envers son personnel au titre de la retraite. Les fonds ainsi détenus se répartissent comme suit:

Avoirs de retraite en dollars des Etats-Unis		1 997 709 USD
Avoirs de retraite en francs suisses	6 672 058 CHF	ou 5 335 217 USD
Avoirs de retraite en euros	760 112 EUR	ou 948 693 EUR

Pour plus de détails sur les fonds détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel, voir l'appendice 15.

**NOTE 7 – PAIEMENTS DUS AU PERSONNEL A LA CESSATION DE SERVICE**

Les paiements dus aux membres du personnel à la cessation de service sont la somme des indemnités qui leur reviennent en application du contrat d'emploi où telles que précisées dans le Statut et Règlement du personnel et qui devront leur être versées lorsqu'ils quitteront l'Organisation. Ces paiements englobent: a) les indemnités de départ ou de licenciement; b) la compensation financière des congés annuels non utilisés; et c) d'autres indemnités dues telles que la prime de rapatriement et les frais de voyage pour ce qui concerne les fonctionnaires (catégorie Administrateurs). Pour le personnel relevant de la partie administrative du budget, une méthode budgétaire est appliquée pour le calcul des indemnités dues à la cessation de service lorsqu'ils quittent l'Organisation. Pour les membres du personnel relevant de la partie opérationnelle du budget, l'Administration constitue une réserve qui équivaut au total estimatif des indemnités dues à la cessation de service.

A sa soixante-douzième session en novembre 1996, le Conseil a décidé d'adopter, dans le cadre de son programme administratif, la méthode budgétaire de financement des indemnités dues au personnel à la cessation de service. Selon cette méthode, les paiements dus à la cessation de service doivent être financés moyennant une allocation annuelle dans la partie administrative du budget, calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2003, le budget alloué au titre des indemnités pour cessation de service s'élevait à 620.000 CHF (contre 615.000 CHF en 2002), alors que les indemnités effectivement versées ont totalisé 414.701 CHF (contre 1.219.053 million CHF en 2002). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation et les indemnités additionnelles à leur verser. Au 31 décembre 2003, le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations dues aux membres du personnel lors d'un départ à la retraite ou d'une cessation de service s'élevait, pour le programme administratif, à 9.525.665 millions USD (contre 7.760.889 millions USD en 2002).

Pour les programmes d'opérations, la réserve constituée au 31 décembre 2003 s'élevait à 19.072.492 millions USD (contre 15.931.614 millions USD en 2002). Cette réserve est suffisante pour couvrir le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations que l'Organisation est tenue de verser aux membres du personnel lorsqu'ils partent à la retraite ou quittent l'Organisation.

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****NOTE 8 – EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES**

Une réserve de caisse, obtenue à l'aide de prêts sans intérêts consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 adoptée le 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre des programmes administratif ou d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

**NOTE 9 – FONDS DE PRET AUX MIGRANTS DE L'OIM**

Le Fonds de prêt aux migrants de l'OIM a été créé en application de la résolution n° 210 (XII) en date du 12 mai 1960 pour financer en tout ou en partie les coûts de transport des migrants et les services y afférents en accordant des prêts sans intérêts garantis par des billets à ordre. Ce fonds est administré conformément aux dispositions décrites dans le document MC/743/Rev.1 du 8 décembre 1965, approuvé par la résolution n° 354 (XXIV).

**NOTE 10 – RESERVE DE CONVERSION MONETAIRE**

La réserve de conversion monétaire, de 14.870.988 USD (contre 3.595.071 USD en 2002) est reportée et reflétée dans les fonds. Ce montant correspond à la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs en devises étrangères vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, ainsi que les gains et les pertes de change réalisés à l'achèvement des projets, dont il est rendu compte dans une devise étrangère.

Dans le rapport financier de 2002, la réserve de conversion monétaire de 3.595.071 USD n'apparaissait pas en tant que telle mais ce montant était repris dans celui figurant au bilan en regard de la ligne "Autres sommes à payer".

En 2003, le solde moyen des avoirs bancaires et des liquidités était de 102 millions USD, dont 59 millions détenus en euros. En raison de l'appréciation de 16 % de l'euro par rapport au dollar en 2003 (passé de 1 USD = 0,958 EUR au 1<sup>er</sup> janvier 2003 à 1 USD = 0.801 EUR au 31 décembre 2003), et de l'importance des sommes détenues par l'OIM en euros, la réserve de conversion monétaire a considérablement augmenté en 2003.

Il est à noter qu'il s'agit là essentiellement d'une réserve non réalisée dans la mesure où les comptes de l'OIM sont tenus en dollars, alors que les bilans réels sont exprimés dans d'autres monnaies, c'est-à-dire pour l'essentiel en euros et en francs suisses. On voudra bien se reporter à ce sujet à la note 2 – Pièces comptables et devises.

**NOTE 11 – PROGRAMMES D'OPERATIONS INSUFFISAMMENT FINANCES**

Au 31 décembre 2003, les programmes d'opérations insuffisamment financés, s'élevant à 48.965 USD (contre 1.799.937 en 2002) se décomposaient en deux parties, comme indiqué dans les programmes d'opérations – Etat des recettes et des dépenses par service et par région (Appendice 3):

- (a) Un découvert de 51.687 USD (contre un découvert de 1.069.851 USD pour 2002) du fait de l'augmentation de la redevance de l'UNSECOORD. (Remarque: l'augmentation de 2,5 % de la commission prélevée sur frais généraux a permis d'engranger en 2003 une somme de 1.962.381 USD. Ceci a permis de financer la redevance de 2002, à hauteur de 1.069.851 USD, ainsi que la majeure partie de la redevance de 2003 à hauteur de 944.217 USD).
- (b) Un excédent de 2.722 USD (contre un déficit de 730.086 USD en 2002) résultant des opérations menées en 2003.

**NOTE 12 – RESERVE POUR IMPREVUS**

L'utilisation de la réserve pour imprévus est régie par la Résolution n° 413 (XXVIII), adoptée par le Conseil le 17 novembre 1967.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF**  
**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	2003 CHF	2002 CHF
<b>ETATS MEMBRES</b>		
Albanie	14 393	14 305
Algérie	28 787	28 610
Angola	14 393	14 305
Argentine	469 226	467 780
Arménie	14 393	14 305
Australie	663 897	661 973
Autriche	386 463	385 168
Azerbaïdjan	14 393	14 305
Bangladesh	14 393	14 305
Belgique	460 949	459 555
Belize	14 393	14 305
Bénin	14 393	14 305
Bolivie	14 393	14 305
Bulgarie	14 393	14 305
Burkina Faso	14 393	14 305
Canada	1 044 243	1 041 061
Cap Vert (1)	14 393	
Chili	75 925	80 109
Colombie	69 448	75 460
Congo	14 393	14 305
Costa Rica	14 393	14 305
Côte d'Ivoire	14 393	14 305
Croatie	15 833	16 093
Chypre	15 473	15 378
République tchèque	69 808	76 533
République démocratique du Congo	14 393	14 305
Danemark	305 860	304 701
République dominicaine	14 393	14 305
Equateur	14 393	14 305
Egypte	33 105	32 902
El Salvador	14 393	14 305
Finlande	213 023	212 432
France	2 637 956	2 630 370
Gambie	14 393	14 305
Georgie	14 393	14 305
Allemagne	3 985 542	3 973 986
Grèce	219 860	219 585
Guatemala	14 393	14 305
Guinée	14 393	14 305
Guinée-Bissau	14 393	14 305
Haïti	14 393	14 305
Honduras	14 393	14 305
Hongrie	49 297	48 995
Iran (République islamique d') (1)	95 716	
Irlande (2)	120 545	
Israël	169 483	168 801
Italie	2 066 177	2 060 665
Japon	7 077 609	7 019 921
Jordanie	14 393	14 305
Kenya	14 393	14 305
Kirghizistan	14 393	14 305
Lettonie	14 393	14 305
Libéria	14 393	14 305
Lituanie	14 393	14 305
Luxembourg	32 385	32 544
Madagascar (1)	14 393	
Mali	14 393	14 305
Mexique (2)	443 317	
Maroc	18 352	18 239
Pays-Bas	708 876	707 035
Nicaragua	14 393	14 305
Norvège	264 119	263 216
Pakistan	24 829	24 676
Panama	14 393	14 305
Paraguay	14 393	14 305
Pérou	48 218	48 280
Philippines	41 021	41 127

**PROGRAMME ADMINISTRATIF**  
**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	2003	2002
ETATS MEMBRES (suite)	CHF	CHF
Pologne	129 181	143 052
Portugal	188 914	188 113
République de Corée	671 453	617 985
Roumanie	24 109	23 961
Sénégal	14 393	14 305
Serbie-et-Monténégro (1)	14 393	
Sierra Leone	14 393	14 305
Slovaquie	17 632	17 524
Slovénie	33 105	32 902
Afrique du Sud	166 604	165 940
Sri Lanka	14 393	14 305
Soudan	14 393	14 305
Suède	419 208	418 069
Suisse	516 004	515 345
Tadjikistan	14 393	14 305
Thaïlande	102 913	111 581
Tunisie	14 393	14 305
Ouganda	14 393	14 305
Ukraine (1)	21 590	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 258 690	2 253 070
République-Unie de Tanzanie	14 393	14 305
Etats-Unis d'Amérique	9 473 398	9 415 328
Uruguay	33 105	30 399
Venezuela	85 281	85 116
Yémen	14 393	14 305
Zambie	14 393	14 305
<b>Total partiel – Etats Membres – CHF</b>	<b>36 673 000</b>	<b>35 763 000</b>
<b>Total partiel – Etats Membres – USD</b>	<b>26 383 453</b>	<b>21 287 500</b>
<b>NOUVEAUX ETATS MEMBRES</b>		
Serbie-et-Monténégro (1)		14 305
Cap-Vert (1)		14 305
Madagascar (1)		14 305
Iran (République islamique d') (1)		102 640
Ukraine (1)		21 458
Mexique (2)		253 313
Irlande (2)		68 929
Nigéria (3)	22 670	
Cambodge (3)	14 393	
Zimbabwe (3)	14 393	
Kazakhstan (3)	14 393	
Rwanda (3)	14 393	
Mauritanie (4)	7 965	
Nouvelle-Zélande (4)	53 769	
République de Moldova (4)	7 965	
<b>Total partiel – Nouveaux Etats Membres – CHF</b>	<b>149 941</b>	<b>489 255</b>
<b>Total partiel – Nouveaux Etats Membres – USD</b>	<b>108 977</b>	<b>305 977</b>

**Remarque:**

L'OIM comptait 102 Etats Membres à la fin de 2003 (98 à la fin de 2002). Malte a été admise en qualité de Membre en vertu de la résolution n° 1085 adoptée par le Conseil le 18 novembre 2003. La contribution de Malte est exigible depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

- 1) La Serbie-et-Monténégro, le Cap-Vert, Madagascar, la République islamique d'Iran et l'Ukraine ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions n°s 1047 à 1051 adoptées par le Conseil le 27 novembre 2001.
- 2) Le Mexique et l'Irlande ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions nos 1061 et 1062 adoptées par le Conseil le 5 juin 2002. Leurs contributions sont calculées au prorata de la date de leur adhésion à l'Organisation, soit juin 2002.
- 3) Le Nigéria, le Cambodge, le Zimbabwe, le Kazakhstan et le Rwanda ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions n°s 1066 et 1070, adoptées par le Conseil le 2 décembre 2002.
- 4) La Mauritanie, la Nouvelle-Zélande et la République de Moldova ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions n°s 1080, 1081 et 1082 adoptées par le Conseil le 13 juin 2003. Leurs contributions sont calculées au prorata de la date de leur adhésion à l'Organisation, soit juin 2003.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES AU 31 DECEMBRE 2003**

ETATS MEMBRES	CONTRIBUTIONS RESTANT DUES		
	POUR 2003	POUR 2002 ET LES ANNEES PRECEDENTES	TOTAL
	CHF	CHF	CHF
Albanie	14 393	41 507	55 900
Angola	14 393	1 877	16 270
Argentine	469 226	2 497 654	2 966 880
Arménie	14 393	125 411	139 804
Azerbaïdjan	14 393	4 327	18 720
Bolivie	14 393	380 565	394 958
Burkina Faso	14 393	41 802	56 195
Cap-Vert	14 393	14 305	28 698
Chili	49 213		49 213
Colombie	69 448	3 131	72 579
Costa Rica	6 596		6 596
Côte d'Ivoire	14 393	41 802	56 195
République démocratique du Congo	14 393	24 465	38 858
République dominicaine		604 374	604 374
Egypte	33 105		33 105
Gambie	14 393	24 465	38 858
Géorgie	14 393	24 465	38 858
Guinée	14 393	41 802	56 195
Guinée-Bissau	14 393	66 167	80 560
Haiti	14 393	49 146	63 539
Honduras	6 014		6 014
Jordanie	14 393		14 393
Israël	169 483	168 801	338 284
Iran (République islamique d')	95 716	102 640	198 356
Kazakhstan	633		633
Kenya	14 393		14 393
Kirghizistan	14 393	32 133	46 526
Libéria	14 393	166 947	181 340
Madagascar	14 393	14 305	28 698
Mali	209		209
Mauritanie	7 965		7 965
Maroc	9 119		9 119
Nicaragua	14 393	103 095	117 488
Nigéria	22 670		22 670
Pakistan	3 387		3 387
Panama	375		375
Paraguay	2 981		2 981
Pérou	48 218	76 946	125 164
Philippines	10 410		10 410
République de Corée	671 453	45 169	716 622
République de Moldova	7 965		7 965
Sierra Leone	14 393	24 465	38 858
Afrique du Sud	58 817		58 817

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES AU 31 DECEMBRE 2003**

ETATS MEMBRES (suite)	CONTRIBUTIONS RESTANT DUES		
	POUR 2003	POUR 2002 ET LES ANNEES PRECEDENTES	TOTAL
	CHF	CHF	CHF
Sri Lanka	14 393		14 393
Soudan	14 393	49 167	63 560
Tadjikistan	14 393	30 632	45 025
Tunisie	14 393		14 393
Ouganda	14 393	172 884	187 277
Ukraine	21 590	21 458	43 048
République-Unie de Tanzanie	14 393	13 445	27 838
Venezuela	85 281	188 645	273 926
Yémen	3 819		3 819
Zimbabwe	14 393		14 393
Zambie	14 393	256 353	270 746
<b>TOTAL CHF</b>	<b>2 332 981</b>	<b>5 499 054</b>	<b>7 832 035</b>
<b>TOTAL USD</b>	<b>1 866 385</b>	<b>4 399 243</b>	<b>6 265 628</b>

**Remarque – Provision pour créances douteuses:** Conformément à la politique de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les créances douteuses datant de plus d'un an. Une somme de 5.499.054 CHF a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées pour 2002 et les années antérieures.

	<b>CHF</b>	<b>USD</b>
Provision au 1 <sup>er</sup> janvier 2003	4 908 417	3 531 235
Augmentation de la provision due à la défaillance de certains Etats membres	590 637	454 336
Fluctuation des taux de change		413 672
Provision au 31 décembre 2003	<b>5 499 054</b>	<b>4 399 243</b>

**PROGRAMMES D'OPERATIONS - ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES PAR SERVICE ET PAR REGION  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003 (EN DOLLARS DES ETATS-UNIS)**

**Par service**

	RECETTES				DEPENSES				REPORT DE RECETTES		
	REPORTS DE 2002 (note a)	NOUVELLES RECETTES 2003	ALLOCATION DE FONDS SANS AFFECTATION SPECIALE	TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	OPERATIONS DIRECTES	PERSONNEL ET ADMINISTRATION	FRAIS GENERAUX	TOTAL DES DEPENSES	RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	PROGRAMMES INSUFFISAMMENT FINANCES	REPORTS NETS
Recettes sans affectation spéciale		4 136 424	(4 136 424)								
Mouvements	5 186 624	116 306 269	101 358	121 594 251	76 254 309	34 866 886	4 172 838	115 294 033	6 300 218		6 300 218
Migration et santé	2 601 088	14 430 351	345 216	17 376 655	4 220 435	7 931 921	892 153	13 044 509	4 332 146		4 332 146
Coopération technique en matière de migration	18 136 435	127 388 317	1 300 415	146 825 167	74 541 927	27 063 201	2 917 102	104 522 230	42 302 937		42 302 937
Retours volontaires assistés	10 339 736	40 174 193	85 531	50 599 460	24 958 851	15 905 601	1 436 670	42 301 122	8 298 338		8 298 338
Information de masse	521 928	3 263 538	21 160	3 806 626	1 966 034	1 062 190	113 272	3 141 496	665 130		665 130
Lutte contre la traite des êtres humains	7 200 971	19 555 774	-	26 756 745	6 241 481	4 704 920	503 092	11 449 493	15 307 252		15 307 252
Migration de main-d'œuvre	848 663	4 275 751	362 939	5 487 353	3 425 655	889 902	87 360	4 402 917	1 084 436		1 084 436
Programmes de dédommagement (note b)	6 636 326	106 761 706	-	113 398 032	91 521 292	15 690 681	1 429 746	108 641 719	4 756 313		4 756 313
Appui aux programmes de caractère général	10 319 936	7 573 777	643 956	18 537 669	1 291 320	8 889 842	889 262	11 070 424	7 467 245		7 467 245
Dépenses de personnel et services financées par les revenus discrétionnaires	( 680 586)	225 315	1 275 849	820 578	344 984	10 772 995	(10 479 114)	638 865	178 991	2 722	181 713
UNSECOORD	(1 069 851)	-	-	(1 069 851)	-	944 217	(1 962 381)	(1 018 164)		( 51 687)	( 51 687)
<b>TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS</b>	<b>60 041 270</b>	<b>444 091 415</b>	<b>-</b>	<b>504 132 685</b>	<b>284 766 288</b>	<b>128 722 356</b>	<b>-</b>	<b>413 488 644</b>	<b>90 693 006</b>	<b>( 48 965)</b>	<b>90 644 041</b>

**Par région**

Recettes sans affectation spéciale		4 136 424	(4 136 424)								
Afrique et Moyen-Orient	5 861 875	77 661 817	587 865	84 111 557	37 956 802	26 187 816	2 954 247	67 098 865	17 012 692		17 012 692
Amériques	12 259 128	56 298 141	398 375	68 955 644	42 069 010	7 660 101	897 591	50 626 702	18 328 942		18 328 942
Asie et Océanie	10 410 315	75 839 946	266 661	86 516 922	47 103 641	21 987 828	2 494 562	71 586 031	14 930 891		14 930 891
Europe	23 603 592	222 617 804	808 161	247 029 557	156 306 853	52 761 422	5 238 611	214 306 886	32 722 671		32 722 671
Activités de caractère général	9 656 797	7 311 968	799 513	17 768 278	984 998	8 407 977	856 484	10 249 459	7 518 819		7 518 819
Dépenses de personnel et services financées par les revenus discrétionnaires	( 680 586)	225 315	1 275 849	820 578	344 984	10 772 995	(10 479 114)	638 865	178 991	2 722	181 713
UNSECOORD	(1 069 851)	-	-	(1 069 851)	-	944 217	(1 962 381)	(1 018 164)		( 51 687)	( 51 687)
<b>TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS</b>	<b>60 041 270</b>	<b>444 091 415</b>	<b>-</b>	<b>504 132 685</b>	<b>284 766 288</b>	<b>128 722 356</b>	<b>-</b>	<b>413 488 644</b>	<b>90 693 006</b>	<b>( 48 965)</b>	<b>90 644 041</b>

Note a: Les reliquats reportés de 2002 ont été regroupés en raison du reclassement des projets par service et par région.

Note b: Les programmes de dédommagement comprennent le Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP), le Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP), le programme de dédommagement pour perte de biens en Iraq et les ateliers de dédommagement pour la Palestine.  
Les recettes reportées au 31 décembre 2003 s'élevaient à 4.756.313 USD et se décomposaient comme suit: GFLCP: 4.081.143 USD et HVAP: 675.170 USD. Voir l'appendice 6 pour un complément d'informations.

**DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

(en dollars des Etats-Unis)

**ASIE ET OCEANIE**

	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
Afghanistan	5 701 332		5 701 332
Australie – MFR	1 321 145	176 867	1 498 012
Bangladesh – MFR	279 148	148 524	427 672
Cambodge	1 434 483		1 434 483
Chine, y compris la région admin. spéc. de Hong Kong	142 747		142 747
Inde	226 055		226 055
Indonésie	1 618 422		1 618 422
Iran, (République islamique d')	545 000		545 000
Japon	181 952		181 952
Kazakhstan	510 146		510 146
Kirghizistan	372 408		372 408
Nauru	3 788 503		3 788 503
Pakistan – MFR	457 566	204 192	661 758
Papouasie-Nouvelle-Guinée	806 584		806 584
Philippines – MFR	1 809 572	614 363	2 423 935
République de Corée	57 029		57 029
Sri Lanka	352 955		352 955
Tadjikistan	399 725		399 725
Thaïlande - MFR	1 012 805	445 472	1 458 277
Timor-Leste	730 006		730 006
Turkménistan	258 029		258 029
Viet Nam	1 762 303		1 762 303
<b>TOTAL ASIE ET OCEANIE</b>	<b>23 767 915</b>	<b>1 589 418</b>	<b>25 357 333</b>

**EUROPE**

Albanie	800 507		800 507
Arménie	206 148		206 148
Autriche – MFR	1 997 364	377 841	2 375 205
Azerbaïdjan	356 071		356 071
Bélarus	185 461		185 461
Belgique – MFR	2 429 286	389 918	2 819 204
Bosnie-Herzégovine	1 291 017		1 291 017
Bulgarie	102 506		102 506
Croatie	697 792		697 792
Chypre	381 082		381 082
République tchèque	173 523		173 523
Estonie	22 488		22 488
Finlande – MFR	581 907	191 656	773 563
France	496 149		496 149
Géorgie	483 729		483 729
Allemagne	2 445 717	265 918	2 711 635
Grèce	366 366		366 366
Hongrie – MFR	369 640	159 519	529 159
Irlande	184 664		184 664
Italie – MFR	1 927 507	293 729	2 221 236
Lettonie	64 995		64 995
Lituanie	82 006		82 006
Maroc	58 976		58 976
Pays-Bas	4 240 094		4 240 094
Norvège	930 635		930 635
Pologne	156 054		156 054
Portugal	318 449		318 449
République de Moldavie	428 305		428 305
Roumanie	633 577		633 577
Fédération de Russie	6 816 656		6 816 656
Serbie-et-Monténégro	1 423 528		1 423 528
Kosovo	4 723 507		4 723 507
Slovaquie	130 981		130 981
Slovénie	224 457		224 457
Espagne	232 539		232 539
Suisse – Berne	315 884		315 884
Ex-République yougoslave de Macédoine	2 080 461		2 080 461
Tunisie	247 119		247 119
Turquie	581 839		581 839
Ukraine	1 668 905		1 668 905
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 810 943		1 810 943
<b>TOTAL EUROPE</b>	<b>42 668 834</b>	<b>1 678 581</b>	<b>44 347 415</b>



**DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS**

**POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

en dollars des Etats-Unis)

**AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT**

	<b>Programmes d'opérations</b>	<b>Programme administratif</b>	<b>Total</b>
Angola	702 643		702 643
Cap-Vert	610		610
Congo	71 474		71 474
Côte d'Ivoire	1 979 327		1 979 327
République démocratique du Congo	130 406		130 406
Egypte – MFR	1 073 269	263 761	1 337 030
Ethiopie	695 302		695 302
Gambie	17 664		17 664
Ghana	1 363 719		1 363 719
Guinée	580 738		580 738
Guinée-Bissau	551 787		551 787
Iraq	2 971 543		2 971 543
Jordanie	1 497 196		1 497 196
Kenya – MFR	5 616 696	203 442	5 820 138
Koweït	836 502		836 502
Lesotho	5 865		5 865
Liberia	89 996		89 996
Mali	194 342		194 342
Mozambique	83 886		83 886
Nigeria	102 649		102 649
Arabie saoudite	37 836		37 836
Sénégal – MFR	1 554 417	163 390	1 717 807
Sierra Leone	426 377		426 377
Afrique du Sud – MFR	938 220	238 200	1 176 420
Soudan	127 360		127 360
République arabe syrienne	823 227		823 227
Ouganda	488 416		488 416
République-Unie de Tanzanie	202		202
Zambie	509 952		509 952
Zimbabwe	83 108		83 108
<b>TOTAL AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT</b>	<b>23 554 729</b>	<b>868 793</b>	<b>24 423 522</b>

**AMERIQUES**

Argentine – MFR	287 672	215 920	503 592
Bolivie	10 070		10 070
Chili	241 514		241 514
Colombie	2 810 067		2 810 067
Costa Rica – MFR	961 754	378 703	1 340 457
République dominicaine	298 523		298 523
Equateur	1 303 874		1 303 874
El Salvador	45 976		45 976
Guatemala	628 040		628 040
Haïti	1 763		1 763
Honduras	121 791		121 791
Jamaïque	62 343		62 343
Nicaragua	43 181		43 181
Pérou – MFR	362 252	386 927	749 179
Uruguay	152 263		152 263
Etats-Unis – Aéroport JFK	657 066		657 066
Etats-Unis – Chicago	193 266		193 266
Etats-Unis – Los Angeles et San Francisco	357 742		357 742
Etats-Unis – Miami	193 975		193 975
Etats-Unis – New York - MFR	1 974 194	306 618	2 280 812
Etats-Unis – Newark	280 426		280 426
Etats-Unis – Comté d'Orange	648 605		648 605
Etats-Unis – Washington, D.C. – MFR	917 999	289 023	1 207 022
Venezuela	71 989		71 989
<b>TOTAL AMERIQUES</b>	<b>12 626 345</b>	<b>1 577 191</b>	<b>14 203 536</b>
<b>TOTAL BUREAUX EXTERIEURS</b>	<b>102 617 681</b>	<b>5 713 983</b>	<b>108 331 664</b>
<b>TOTAL SIEGE DE GENEVE</b>	<b>26 104 675</b>	<b>21 363 298</b>	<b>47 467 973</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>128 722 356</b>	<b>27 077 281</b>	<b>155 799 637</b>

**Remarque**

L'appendice 4 résume les dépenses administratives et de personnel selon les endroits où elles sont effectuées. L'appendice 3 résume les dépenses administratives et de personnel par service et par région. La ventilation par région des dépenses administratives et de personnel telle que présentée dans l'un et l'autre appendices ne se prête pas à une comparaison, car certains projets ne peuvent concerner en même temps différents lieux ou régions.

**FONDS DE PRET AUX REFUGIES****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS**

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la Résolution n° 210 (XII) du 12 mai 1960, permet le financement, en tout ou partie, des coûts de transport des réfugiés et des services connexes, en accordant des prêts sans intérêt à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61<sup>e</sup> session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2003, 32.569 mouvements (contre 30.283 en 2002) ont été effectués grâce au Fonds de prêt aux réfugiés.

**ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
Solde d'ouverture en début d'exercice, soit:		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	8 708 626	11 251 843
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	595 160	578 955
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	17 200 000	28 500 000
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>26 503 786</b>	<b>40 330 798</b>
Contributions au Fonds:		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	31 614 092	12 128 400
Contributions de migrants russes et ukrainiens	886 410	957 861
Remboursement des billets à ordre	25 269 107	34 614 489
Intérêts créditeurs	9 541	79 825
Total des contributions au Fonds	57 779 150	47 780 575
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique et Moyen-Orient	(27 244 528)	(15 773 286)
Amériques	(1 974 283)	(2 188 317)
Asie et Océanie	(4 899 617)	(7 055 761)
Europe	(24 559 838)	(25 210 398)
Total des transferts de fonds en faveur de projets d'opérations	(58 678 266)	(50 227 762)
Diminution de la valeur recouvrable estimative des billets à ordre	0	(11 300 000)
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(9 541)	(79 825)
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>25 595 129</b>	<b>26 503 786</b>
Solde de clôture en fin d'exercice, soit:		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	7 778 634	8 708 626
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	616 495	595 160
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	17 200 000	17 200 000
<b>Total</b>	<b>25 595 129</b>	<b>26 503 786</b>

**FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)****COMPTABILITE ET EVALUATION DES BILLETS A ORDRE**

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué, au nom de l'OIM, par diverses agences bénévoles qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est remis à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le fonds de prêts et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

La méthode pratique et prudente d'évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2003 pour les prêts émis en 1998 et les années précédentes donne un taux de 67 %. Ce taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 67 % en 2003. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte du Comité d'Orange aux Etats-Unis et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	17 200 000	28 500 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	9 800 000	8 200 000
Révision de la valeur estimative des recouvrements	15 469 107	15 114 489
A déduire : recouvrements perçus durant l'exercice	<u>(25 269 107)</u>	<u>(34 614 489)</u>
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice	<u>17 200 000</u>	<u>17 200 000</u>

**PROGRAMMES DE DEDOMMAGEMENT****CREATION ET OBJET DES PROGRAMMES**

En juillet 2000, l'OIM a été désignée par le Gouvernement allemand pour être l'une des sept organisations partenaires de la Fondation générale chargée de dédommager financièrement les anciens travailleurs forcés et/ou réduits en esclavage, et autres personnes victimes des injustices du régime nazi. L'OIM est responsable des victimes non juives vivant où que ce soit dans le monde, à l'exception de la République tchèque, de la Pologne et des républiques de l'ex-Union soviétique. Pour mener à bien ces tâches, qui consistent à porter les programmes à la connaissance des bénéficiaires potentiels, à assurer le traitement des demandes de dédommagement et à effectuer les paiements, l'OIM a créé le **Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP)**.

Les activités déployées dans le cadre du **GFLCP** peuvent se résumer comme suit:

**Travail forcé et/ou exercé en situation d'esclavage:** Au total, 329.000 demandes ont été reçues. 264.500 ont été traitées; 77.500 ont été approuvées et 187.000 ont été rejetées. 18.932 recours ont été formés pour la catégorie du travail forcé et/ou exercé en situation d'esclavage (16.706 en provenance des détenus militaires italiens et 2.226 en provenance des anciens travailleurs forcés et/ou réduits en esclavage). Sur l'ensemble, 840 ont été tranchés: 155 dans un sens positif et 685 dans un sens négatif.

**Préjudices corporels:** Au total, 41.035 demandes ont été reçues, dont 39.797 ont été tranchées. 2.120 recours ont été formés contre les décisions négatives communiquées aux demandeurs de la catégorie des victimes de préjudices corporels, dont 382 ont été tranchés: 19 dans un sens positif et 363 dans un sens négatif.

**Pertes de biens:** Au total, 32.350 demandes ont été reçues. 12.780 ont été traitées: 2.790 ont été approuvées et 9.990 ont été rejetées. 920 demandes de réexamen de la première décision ont été reçues.

**ETAT DES FONDS DU GFLCP POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>3 925 120</b>	<b>1 472 965</b>
<b>Contributions au Fonds:</b>		
Contributions de la Fondation allemande	93 245 704	70 203 834
Autres recettes diverses	377 334	88 506
<b>Contributions totales au Fonds</b>	<b>93 623 038</b>	<b>70 292 340</b>
<b>Dépenses:</b>		
Dépenses administratives	13 497 227	10 057 470
Indemnités versées	77 172 429	57 350 297
Coûts de fonctionnement des programmes humanitaires et sociaux	2 797 359	432 418
<b>Total des dépenses</b>	<b>93 467 015</b>	<b>67 840 185</b>
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>4 081 143</b>	<b>3 925 120</b>

**PROGRAMMES DE DEDOMMAGEMENT (suite)**

En décembre 2000, l'OIM a également été désignée comme l'une des organisations de mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du Contentieux entre les victimes de l'Holocauste et les banques suisses, suite à la décision prise par un tribunal des Etats-Unis. Afin de dédommager les membres non juifs des groupes minoritaires persécutés par le régime nazi ainsi que les travailleurs réduits en esclavage au sein d'entreprises suisses sous le régime nazi, l'OIM a mis sur pied le **Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP)**.

Les activités et les dépenses relatives au Programme **HVAP** peuvent se résumer comme suit:

**Classe I du travail forcé et/ou obligatoire** – 24.500 demandes reçues; **Classe II du travail forcé et/ou obligatoire** – 12.996 demandes reçues; et **Classe des réfugiés** – 729 demandes reçues. Au total, plus de 39.000 demandes ont été enregistrées dont 13.030 ont été traitées et 2.526 ont été payées.

**ETAT DES FONDS DU HVAP POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>2 703 208</b>	<b>2 933 799</b>
<b>Contributions au Fonds:</b>		
Contributions des banques suisses	11 682 423	3 978 600
Contributions diverses	8 706	41 905
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>11 691 129</b>	<b>4 020 505</b>
<b>Dépenses:</b>		
Dépenses administratives	4 094 752	2 848 791
Indemnités versées	2 699 525	767 600
Coûts de fonctionnement des Programmes humanitaires et sociaux	6 924 890	634 705
<b>Total des dépenses</b>	<b>13 719 167</b>	<b>4 251 096</b>
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>675 170</b>	<b>2 703 208</b>

**Remarque:** les soldes de clôture de ces deux programmes sont compris dans le total des recettes à affectation spéciale reportées dans le cadre des programmes d'opérations.

**COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE**

Le compte d'opérations d'urgence (EPA) a été créé en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM en date du 30 août 1993. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et des dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent normalement être remboursées dans leur intégralité aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

**ETAT DU COMPTE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture du compte en début d'exercice</b>	<b>331 000</b>	<b>421 000</b>
Nouveaux prêts accordés en cours d'exercice:		
Enquête sur les combattants de l'UNITA – Angola	-	(96 800)
Préparatifs en prévision de la crise au Moyen-Orient et plans d'urgence	-	(90 000)
	<hr/>	<hr/>
	-	(186 800)
Prêts remboursés en cours d'exercice		
Enquête sur les combattants de l'UNITA – Angola		96 800
Préparatifs en prévision de la crise au Moyen-Orient et plans d'urgence	90 000	
	<hr/>	<hr/>
<b>Solde de clôture du compte en fin d'exercice</b>	<b>421 000</b>	<b>331 000</b>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>
 <b>Prêts à court terme en cours en fin d'exercice</b>	 -	 <b>90 000</b>

**FONDS DE MIGRATION POUR LE DEVELOPPEMENT****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS DE MIGRATION POUR LE DEVELOPPEMENT**

Le Fonds de migration pour le développement (FMD) a été créé en vertu de la résolution n° 801 (LXI) adoptée le 28 novembre 1990, et s'est substitué, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1991, au Fonds de compensation de la migration sélective créé en 1966.

Les objectifs du Fonds de migration pour le développement sont les suivants:

- 1) servir d'instrument ordinaire de financement pour la réalisation des buts poursuivis par l'OIM à travers ses activités de migration pour le développement; et
- 2) financer les activités, les projets et les programmes mis en oeuvre par l'Organisation pour favoriser le développement au moyen d'un transfert ordonné et planifié des ressources humaines et par le biais de la coopération technique dans le domaine de la migration.

**ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice</b>	<b>0</b>	<b>6 627</b>
Contribution au Fonds en provenance du Gouvernement belge	15 000	15 000
Contribution du Fonds à des projets de coopération technique (PLACMI)	(15 000)	( 21 627)
<b>Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**FONDS DE DOTATION SASAKAWA****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS DE DOTATION SASAKAWA**

Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 afin de favoriser l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres programmes de migration pour le développement.

En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation Sasakawa, le capital du Fonds doit rester intact en permanence. Seul le revenu du Fonds peut être utilisé pour financer des activités.

**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	2003 USD	2002 USD
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>		
Solde du compte de capital	2 000 000	2 000 000
Solde du compte de produits (voir ci-dessous)		4 000
<b>Solde total du fonds en fin d'exercice</b>	<b><u>2 000 000</u></b>	<b><u>2 004 000</u></b>
<b>COMPTE DE PRODUITS</b>		
Solde du compte de produits en début d'exercice	4 000	0
Intérêt créditeur produit durant l'exercice	20 000	34 000
Total du revenu disponible	24 000	34 000
<b>Transferts à des projets:</b>		
Migrations pour le développement en Afrique - Femmes - Guinée	(10 000)	
Projet SARS Cambodge	(14 000)	
Assistance aux consultations intergouvernementales sur les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants (APC)		( 2 500)
Renforcement des capacités du Ministère bangladais de la sécurité sociale et de l'emploi outremer		( 17 500)
Réintégration des ex-combattants au Congo		( 10 000)
Total des transferts à divers projets	<u>( 24 000)</u>	<u>( 30 000)</u>
<b>Solde du compte de produits en fin d'exercice</b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>4 000</u></b>



**FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS****ETABLISSEMENT ET OBJET D'UN FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS (RRT)**

Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à L'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, un fonds de réponse rapide pour les transports (RRT) a été établi en conformité avec le bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

Il sera fait appel à ce fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'effectuer des transports lors d'opérations de rapatriement volontaire, de retour d'émigrés, de réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

Toute utilisation dûment autorisée du RRT sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le RRT seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, et ce au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

**ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice</b>	<b>2 310 801</b>	<b>1 370 403</b>
<u>Contributions au Fonds:</u>		
Gouvernement du Danemark	350 302	
Gouvernement de la Finlande	440 000	328 084
Gouvernement de l'Italie	102 623	200 456
Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique		500 000
Intérêts créditeurs	17 866	61 858
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>910 791</b>	<b>1 090 398</b>
<u>Transferts du Fonds à divers projets:</u>		
Aide d'urgence à l'Iraq	(2 000 000)	
Rapatriement en Angola/Zambie	( 90 000)	
Aide aux mouvements – Angola	( 47 600)	
Opération de retour – Namibie	( 110 302)	
Retour volontaire de migrants afghans du Tadjikistan		( 99 975)
Aide au transport – Mozambique		( 150 000)
Réseau de rapatriement et de réintégration – Afghanistan		(1 000 000)
<b>Total des transferts du Fonds à divers projets</b>	<b>(2 247 902)</b>	<b>(1 249 975)</b>
<u>Remboursement des projets au Fonds:</u>		
Aide d'urgence à l'Iraq	2 000 000	
Aide au transport – Mozambique	47 600	
Retour volontaire de migrants afghans du Tadjikistan		99 975
Réseau de rapatriement et de réintégration – Afghanistan		1 000 000
<b>Total du remboursement des projets au Fonds:</b>	<b>2 047 600</b>	<b>1 099 975</b>
<b>Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice</b>	<b>3 021 290</b>	<b>2 310 801</b>
<b>Transferts nets restant dus en fin d'exercice</b>	<b>200 302</b>	<b>150 000</b>

**GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE FONAPAZ****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

Le Fonds fiduciaire FONAPAZ relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>RECETTES</b>		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées – FORELAP		( 246 739)
Projets de productivité – FORELAP II		47 812
Projets d'infrastructure – SOLIXIL		( 484)
Etudes de pré-investissement – EPI		( 12 445)
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	2 122 394	1 628 911
Projets de réhabilitation – PRODIC REHABILITACION		16 200
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	3 655 422	2 996 347
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	1 270 238	1 338 830
Programmes techniques – exécutif I - PTV	1 534 293	(5 920 505)
Programmes techniques – exécutif II - PTP	9 532 768	14 044 460
Autres projets – DCH	19	
Programme d'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur des frontières – PAPDE		72 645
Assistance - ASISTENCIA	667	6 306
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch – DPM	124 533	47 482
Programmes techniques – exécutif III – PTR	( 39 671)	( 73 093)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique - PRODESFRO	3 729 692	14 155 719
Supervision – SUPERVISION		614 923
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>21 930 355</b>	<b>28 716 368</b>
<b>DEPENSES</b>		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées – FORELAP	159 599	( 168 187)
Projets de productivité – FORELAP II		184
Etudes de pré-investissement – EPI		( 7 404)
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	613 423	1 295 117
Projets de réhabilitation – PRODIC REHABILITACION	( 13 631)	459
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	3 113 060	2 752 422
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	1 540 307	1 541 522
Programmes techniques – exécutif I - PTV	136 609	30 905
Programmes techniques – exécutif II - PTP	9 186 573	14 518 480
Autres projets – DCH	3 584	
Assistance – ASISTENCIA	3 735	74 068
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch – DPM	84 858	( 161 355)
Programmes techniques – exécutif III – PTR	( 26 376)	23 285
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	1 530 920	17 293 589
Supervision – SUPERVISION	358 794	496 473
Réévaluation du taux de change du solde reporté	( 332 068)	( 145 471)
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>16 359 386</b>	<b>37 544 089</b>
Recettes/(dépenses) excédentaires pour l'exercice	5 570 969	(8 827 721)
(Dépenses)/recettes en début d'exercice	(6 503 685)	2 324 036
<b>Dépenses reportées en fin d'exercice</b>	<b>( 932 716)</b>	<b>(6 503 685)</b>

**GOVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE FONAPAZ (suite)**  
**ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>ACTIF</b>		
Avoirs bancaires et liquidités	17 494 693	11 295 407
Sommes à recevoir	214 195	2 187 412
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>17 708 888</b>	<b>13 482 819</b>
<b>PASSIF ET FONDS</b>		
Sommes à payer	18 641 604	19 986 504
Recettes reportées en fin d'exercice	(932 716)	(6 503 685)
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</b>	<b>17 708 888</b>	<b>13 482 819</b>

**Remarque générale:**

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et du FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et le FONAPAZ. Les dépenses du fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet de procédures comptables de la part de l'OIM, conformément à son règlement financier.

**Politiques comptables**

Les états financiers ont été établis sur la base comptable du rééchelonnement des dépenses. En conséquence, les recettes sont reconnues comme telles non pas lorsqu'elles sont acquises, mais uniquement lorsqu'elles sont reçues, tandis que les dépenses sont reconnues lorsqu'elles ont été effectuées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les recettes et les dépenses du Fonds fiduciaire sont présentées par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars des Etats-Unis, après conversion au taux de 8,03 selon le taux du 31 décembre 2003 (contre 7,62 au 31 décembre 2002).

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS**  
**EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBER 2003**

ETATS MEMBRES	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale			Total
	USD	Remboursables* USD	Autres USD	Total USD	USD
Argentine			171 975	171 975	171 975
Australie		3 100 134	27 828 610	30 928 744	30 928 744
Autriche	173 225	404 497	355 742	760 239	933 464
Belgique	843 740		5 446 302	5 446 302	6 290 042
Belize			5 000	5 000	5 000
Burkina Faso			114 025	114 025	114 025
Canada		8 520 859	1 442 558	9 963 417	9 963 417
Chili			581 977	581 977	581 977
Colombie			488 179	488 179	488 179
Croatie			10 436	10 436	10 436
République tchèque			540 673	540 673	540 673
Danemark		948 324	1 954 755	2 903 079	2 903 079
Equateur			5 352 878	5 352 878	5 352 878
El Salvador			37 270	37 270	37 270
Finlande		411 096	1 436 840	1 847 936	1 847 936
France			59 117	59 117	59 117
Allemagne			10 506 951	10 506 951	10 506 951
Grèce			373 790	373 790	373 790
Guatemala			1 764 866	1 764 866	1 764 866
Guinée-Bissau			799 863	799 863	799 863
Hongrie		75 414	75 414	75 414	75 414
Irlande		24 456	2 257 233	2 281 689	2 281 689
Italie			9 136 029	9 136 029	9 136 029
Japon			260 751	260 751	260 751
Luxembourg	67 750				67 750
Mexique			26 477	26 477	26 477
Pays-Bas		359 549	13 911 789	14 531 910	14 531 910
Nouvelle-Zélande			239 899	239 899	239 899
Nicaragua			5 000	5 000	5 000
Norvège		1 972 044	6 445 790	8 417 834	8 417 834
Paraguay			28 568	28 568	28 568
Pérou			9 260 930	9 260 930	9 260 930
Pologne			183 550	183 550	183 550
Portugal			279 245	279 245	279 245
République de Corée			8 333	8 333	8 333
Slovaquie			65 172	65 172	65 172
Suède		866 202	7 250 781	8 116 983	8 116 983
Suisse	366 773	121 503	2 371 047	2 492 550	2 859 323
Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irlande du Nord			3 879 524	3 879 524	3 879 524
Etats-Unis d'Amérique	2 000 000		127 169 806	127 169 806	129 169 806
Uruguay			164 205	164 205	164 205
<b>Total – Etats Membres</b>	<b>3 451 488</b>	<b>16 804 078</b>	<b>242 871 045</b>	<b>259 280 586</b>	<b>262 732 074</b>
<b>Etats non membres, agences et autres</b>					
Etats non membres		19 376	1 965 182	1 984 558	1 984 558
Union européenne			23 783 748	23 783 748	23 783 748
Institutions des Nations Unies			3 367 425	3 367 425	3 367 425
Agences bénévoles et autres		666 153	107 325 708	107 991 861	107 991 861
Intérêts créditeurs, change et revenus divers	684 936		1 516 114	1 516 114	2 201 050
<b>Total - Etats non membres, agences et autres</b>	<b>684 936</b>	<b>685 529</b>	<b>137 958 177</b>	<b>138 643 706</b>	<b>139 328 642</b>
Remboursement de billets à ordre			25 269 107	25 269 107	25 269 107
Réfugiés, migrants et répondants			16 761 592	16 761 592	16 761 592
<b>TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS</b>	<b>4 136 424</b>	<b>17 489 607</b>	<b>422 859 921</b>	<b>439 954 991</b>	<b>444 091 415</b>

\*Remboursements ou prépaiements par des Etats Membres, des Etats non membres, des institutions des Nations Unies et autres agences essentiellement dans le cadre des programmes de transport aux fins de réinstallation.

Voir l'appendice 13 pour la liste des contributions volontaires par donateur et par programme.

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME – PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>ETATS MEMBRES</b>		
<b>ARGENTINE</b>		
Aide aux petits producteurs de la province du Rio Negro		168 939
Accord entre l'OIM et le Secrétariat de la science, de la technologie et de l'innovation productive (SETCIP)		1 886
Coopération technique entre pays en développement		1 150
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>171 975</b>
<b>AUSTRALIE</b>		
Traitement des dossiers concernant les migrants irréguliers souhaitant se rendre en Australie		23 325 999
Soins aux migrants irréguliers et retours volontaires – Indonésie		2 735 951
Programme renforcé de gestion des migrations au Cambodge		641 000
Aide au retour en faveur des demandeurs d'asile afghans résidant actuellement en Australie		206 884
Retour et réintégration de femmes et d'enfants victimes de trafiquants – Région du Mékong		186 253
Projet de réhabilitation de Jangalak (JRP) – Afghanistan		146 610
Service d'information, de conseil et d'orientation (ICRS) – Afghanistan		134 400
Conférence ministérielle de Bali sur le trafic illicite et la traite d'êtres humains et sur la criminalité transnationale y associée		133 333
Personnel détaché – Fonctionnaires australiens chargés de la protection des déplacés internes – Iraq		129 250
Aperçu d'ensemble de la migration internationale – Module et Guide des formateurs		75 140
Aide de l'OIM aux Consultations intergouvernementales sur les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants (APC)		50 711
Projet BMIS (Systèmes d'information pour la gestion des frontières) pour l'Indonésie		18 409
Aide à la réintégration des Albanais victimes de la traite, par le biais du renforcement de potentiel		14 415
Retour de nationaux Bangladais du Cambodge		12 842
Orientation culturelle des migrants d'Afrique de l'Est en attente de départ pour l'Australie		11 113
Orientation culturelle des migrants d'Egypte en attente de départ pour l'Australie		6 300
Frais de transport et autres dépenses remboursables		3 100 134
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>30 928 744</b>
	173 225	
<b>AUTRICHE</b>		
Campagne d'information sur la prévention de la traite des femmes de Slovaquie		153 849
Réseau européen de migration: Mise sur pied du Programme des points de contact nationaux en Autriche		80 000
Renforcement des structures régionales et soutien constant au centre d'accueil de victimes de la traite à Belgrade		57 143
Coordination de l'aide au retour volontaire en Afghanistan		46 996
Cours internationaux sur la politique et le droit des migrations – OIM / UNITAR		17 754
Frais de transport et autres dépenses remboursables		404 497
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>760 239</b>
	843 740	
<b>BELGIQUE</b>		
Centre pour le retour et le développement – Belgique		3 011 716
Mobilisation de ressources humaines et autres de la diaspora africaine en Belgique (MIDA)		1 005 608
Rapatriement et assistance aux évacués de la Côte d'Ivoire dans leur pays d'origine		456 815
Experts associés		164 509
Prévention de la migration irrégulière de Roumanie en Belgique		143 435
Campagne d'information ciblant les conceptions erronées sur la migration – Kosovo, Albanie et ex-République yougoslave de Macédoine		112 776
Campagne d'information axée sur la lutte contre la migration irrégulière entre la Fédération de Russie et la Belgique		95 636
Mise au point de stratégies visant à faire participer les femmes à la prévention des conflits dans la région des Grands Lacs		90 901
Aide au retour des enfants victimes de la traite le long de la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Mali		56 983
Dépenses administratives et de personnel – Bruxelles		56 494
Coopération technique pour la prévention de la migration irrégulière entre la République démocratique du Congo et la Belgique		52 701
Compilation d'informations sur le retour à l'intention des victimes de la traite, et notamment des mineurs d'âge – Belgique		40 551
Coopération technique sur la gestion des migrations entre l'Arménie et la Belgique		35 368
Prévention de la migration illégale et retour et réintégration de demandeurs d'asile de la région de Kosice		28 309
Mesures de lutte contre la traite des femmes et des mineurs d'âge du Nigéria et prévention du VIH/SIDA		20 318
Lutte contre la traite des femmes – République de Moldova		19 688
Retour et réintégration de demandeurs d'asile Roms des Etats candidats à l'adhésion d'Europe centrale et orientale		18 705
Campagne ciblant les conceptions erronées concernant la migration irrégulière – Arménie		14 359
Lutte contre la traite des femmes: République de Moldova. Protection et aide à la réintégration		10 741
Conférence sur la prévention de la traite des êtres humains à l'occasion de l'élargissement de l'Union européenne		10 689
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>5 446 302</b>
<b>BELIZE</b>		
Mise en place de l'unité de soutien technique (TSU) de la conférence régionale sur la migration		5 000
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>5 000</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME – PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>BURKINA FASO</b>		
Rapatriement et assistance aux évacués de la Côte d'Ivoire dans leur pays d'origine		114 025
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>114 025</b>
<b>CANADA</b>		
Orientation assurée de l'étranger		586 727
Rapatriement d'urgence par voie de terre des nationaux ouest-africains se trouvant au Libéria		544 218
Mise sur pied d'une unité de soutien technique à la Conférence régionale sur la migration		68 000
Aide à la réintégration des combattants démilitarisés (ICRS/RF) – Jakarta		67 460
Aperçu d'ensemble de la migration internationale - Module et Guide des formateurs		51 724
Rapatriement et réinsertion sociale des enfants (de la rue) constituant des proies potentielles pour les trafiquants de migrants – Honduras		48 733
Développement des capacités des ONG à venir en aide aux victimes de la traite au Kirghizistan		35 846
Mise au point d'un cadre conceptuel et de stratégies sur la lutte contre la traite – Pakistan		26 395
Campagne de promotion/recrutement au Québec		7 642
Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM)		5 863
Frais de transport et autres dépenses remboursables		8 520 809
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>9 963 417</b>
<b>CHILI</b>		
Coopération technique entre pays en développement		441 086
Pour une politique migratoire au Chili		140 891
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>581 977</b>
<b>COLOMBIE</b>		
Coopération technique entre pays en développement		479 669
Programme de protection des personnes menacées – Colombie		8 510
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>488 179</b>
<b>CROATIE</b>		
Recherche et renforcement des capacités concernant le VIH/SIDA et les travailleurs migrants de Croatie		7 668
Retour volontaire au Kosovo de Kosovars se trouvant en Croatie		2 768
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>10 436</b>
<b>REPUBLIQUE TCHEQUE</b>		
Retours volontaires assistés en République tchèque		124 572
Projet pilote concernant les étrangers et appui aux associations d'étrangers se trouvant sur le territoire de la République tchèque		82 919
Sélection de travailleurs qualifiés – Brochures		66 660
Sélection de travailleurs qualifiés – Campagne d'information		65 000
Soutien au Centre d'aide à l'enfance à Bucarest et prévention de la migration irrégulière de mineurs d'âge		60 268
Recherche complémentaire à l'analyse de la situation migratoire en République tchèque		49 765
Appui à la stabilisation des migrants potentiels et prévention de la migration irrégulière par la formation professionnelle		49 310
Réintégration de demandeurs d'asile déboutés et de migrants illégaux retournant de leur plein gré en Géorgie		31 912
Immigration – Réalité de l'asile en République tchèque		10 267
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>540 673</b>
<b>DANEMARK</b>		
Aide au retour volontaire depuis le Danemark		919 729
Programme de partenariat stratégique pour l'Asie centrale entre l'OIM et la FRESTA		356 751
Déplacés internes en Iraq – Coordination, gestion des camps et enregistrement		309 665
Lutte contre la traite des femmes: poursuite et caractérisation en crime – République de Moldova		140 000
Initiative régionale concernant la migration, l'asile et les réfugiés		134 874
Retour de personnes âgées en Bosnie-Herzégovine depuis les pays nordiques		51 576
Retour d'Afghans qualifiés		42 160
Frais de transport et autres dépenses remboursables		948 324
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 903 079</b>
<b>EQUATEUR</b>		
Modernisation du système de délivrance des passeports		3 554 744
Coopération institutionnelle entre l'OIM et l'UDENOR (Phase II)		1 298 281
Migration de main-d'œuvre entre l'Equateur et l'Espagne		499 853
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>5 352 878</b>
<b>EL SALVADOR</b>		
Coopération technique entre pays en développement		37 270
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>37 270</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME – PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>FINLANDE</b>		
Déplacés internes en Iraq – Coordination, gestion des camps, enregistrement		353 357
Retour des déplacés internes depuis le centre de l'Afghanistan		328 386
Aide finlandaise à la stabilisation des communautés – Timor-Leste		322 234
Prévention de la traite au Cambodge		179 706
Dépenses administratives et de personnel – Bureau d'Helsinki		103 110
Traite des mineurs d'âge non accompagnés au sein de l'Union européenne – Recherche et conférence européenne		53 444
Retour et réintégration de demandeurs d'asile déboutés		50 207
Programme d'orientation culturelle pour les réfugiés en attente de départ pour la Finlande		27 895
Parlons-en: médiation sociale et communautés de réfugiés – Finlande		9 687
Habilitation: Programme de formation pour le renforcement du potentiel des organisations s'occupant de réfugiés – Helsinki		5 829
Recherche, information et législation sur la traite des femmes dans les Etats baltes		2 985
Frais de transport et autres dépenses remboursables		411 096
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 847 936</b>
<b>FRANCE</b>		
<i>Decentralized Counter-Trafficking Institutional and Civil Society Capacity-Building in the FYR of Macedonia</i>		29 643
Réseau européen d'échange et de coopération sur l'exclusion sociale et la santé des migrants		22 857
Office des Migrations Internationales – Programme de retours volontaires et d'aide à la réinsertion pour les Afghans résidant en France		6 617
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>59 117</b>
<b>ALLEMAGNE</b>		
Emigration et réintégration de demandeurs d'asile au départ de l'Allemagne (REAG/GARP)		9 321 261
Aide aux déplacés internes et aux personnes vulnérables en Afghanistan dans les conditions hivernales		356 295
Personnel détaché		289 519
Appui à la mise sur pied d'entreprises dans les régions minoritaires (SEDMIN) au Kosovo		177 855
Experts associés		171 075
Programme d'aide à la réinsertion professionnelle – Kosovo		135 288
Equipement du poste frontière de Karamyk – Kirghizistan		22 156
Séminaire sur la lutte contre la traite – Bavière, Allemagne		11 296
Programme d'experts intégrés (GAPPO)		8 830
Renforcement des capacités en matière de gestion des migrations – Azerbaïdjan		7 700
Programme allemand de coopération en développement – Projet d'aide à l'obtention de visas pour les experts du CIM (EVAP)		5 676
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>10 506 951</b>
<b>GRECE</b>		
Centre d'information pour migrants, réfugiés et rapatriés – Athènes		131 210
La voie du progrès		119 239
Aide à l'hébergement des victimes de la traite en Roumanie		35 492
Centre régional de transit à Belgrade		28 354
Centre d'information en Grèce pour activités de soutien		25 272
Respect des femmes – Grèce		21 611
Campagne d'information et de sensibilisation des jeunes contre le racisme et la xénophobie – Athènes		12 612
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>373 790</b>
<b>GUATEMALA</b>		
Aide à la réinstallation des populations déplacées dans un certain nombre de municipalité du Guatemala		786 178
Coopération multilatérale de l'OIM/Guatemala avec les institutions		701 489
Projet FONAPAZ		171 512
Programme de diagnostic et de soutien socio-économique à l'intention des policiers recrutés parmi les militaires démobilisés		100 687
Etablissement d'une unité de soutien technique (TSU) pour la Conférence régionale sur la migration		5 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 764 866</b>
<b>GUINEE-BISSAU</b>		
Unité financière et d'achat pour le programme des ex-combattants (financé par la Banque mondiale)		594 204
Démobilisation, transition et réintégration – Guinée-Bissau (financé par la Banque mondiale)		205 659
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>799 863</b>
<b>HONGRIE</b>		
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		75 414
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>75 414</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME – PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>IRLANDE</b>		
Assistance à impact rapide au niveau des communautés pour les déplacés internes réinstallés en Sierra Leone		538 213
Déplacés internes au Soudan		475 059
Campagne de sensibilisation au VIH/SIDA pour les zones de Sidama, Silti et Gurage dans l'Etat régional SNNP, Ethiopie		376 947
Programme pilote d'aide au retour volontaire des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers au Nigéria		256 222
Programme de retours volontaires assistés (VARP) – Irlande		239 604
Opération d'assistance au rapatriement des réfugiés angolais – Zambie		231 396
Programme de retours volontaires assistés pour les parents non ressortissants de l'UE ayant des enfants nés en Irlande		67 330
Programme de retours volontaires assistés pour les mineurs d'âge non accompagnés vivant en Irlande – Projet pilote		35 566
Programme pilote d'aide au retour volontaire des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers en Roumanie		24 820
Traite de mineurs d'âge non accompagnés au sein de l'Union européenne – Recherche et conférence européenne		12 077
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		24 456
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 281 689</b>
<b>ITALIE</b>		
Mesures systématiques de soutien à l'intégration sociale des travailleurs migrants en Italie (SASI)		1 595 745
Mesures psychosociales et prise en charge des traumatismes en Serbie (PTR)		1 320 546
Retour d'afghans qualifiés (RQA)		665 265
Mesures de lutte contre la traite des êtres humains en provenance des Balkans et de la région Adriatique, et en transit dans ces régions		617 577
Aide transitoire aux soldats démobilisés en Bosnie-Herzégovine		593 824
Projet pilote de migrations pour le développement en Afrique		538 213
Experts associés		506 562
L'image des migrants en Italie dans les médias, dans la société civile et sur le marché du travail – Phase II		461 435
Formation des formateurs – Tunis		398 355
Soutien institutionnel aux mesures de retour volontaire du programme national d'asile		316 513
Soutien institutionnel aux activités du service central (ISA)		312 998
Programme pilote de promotion du développement dans les zones d'émigration en Tunisie (PROCHE)		299 027
Aide au retour volontaire et réintégration des victimes de la traite depuis l'Italie		184 551
Dialogue sur la migration dans la Méditerranée occidentale		159 635
Aperçu d'ensemble de la migration internationale – Module et Guide des formateurs		159 635
Système intégré d'information sur les migrations (IMIS)		150 113
Prévention de la traite en Albanie et en Roumanie (TPAR)		130 323
Rapatriement, depuis l'Italie, de non ressortissants de l'UE		125 923
Plan d'action pour la Méditerranée occidentale		105 366
Mise au point de meilleurs indicateurs sur les tendances actuelles de la traite des êtres humains		102 623
Service d'information et de liaison sur les migrations (MILS)		102 623
Retour volontaire de migrants irréguliers dans l'incapacité de quitter la Croatie		97 508
Partenariats au sein de l'UE/EQUAL (intégration des demandeurs d'asile) bénéficiant de l'appui de l'ANCI		58 737
Retour volontaire de migrants irréguliers dans l'incapacité de quitter la Bosnie-Herzégovine		45 714
Encouragement à la réintégration durable en Albanie, dans la province du Kosovo et en ex-République yougoslave de Macédoine		34 208
Flux de migration sélective en provenance d'Albanie		21 542
Enregistrement et réintégration socio-économique des ex-soldats de l'UÇK (ICRS) – Kosovo		15 055
Retour volontaire de migrants irréguliers dans l'incapacité de quitter l'Albanie		10 712
Retours volontaires assistés de migrants irréguliers dans l'ex-République yougoslave de Macédoine		5 701
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>9 136 029</b>
<b>JAPON</b>		
Appel ODP Viet Nam et groupe de travail SRV		88 219
Contribution volontaire 2003		62 281
Accord entre l'OIM et l'ambassade du Japon en Equateur		58 942
VIH/SIDA et migration transfrontière pour activités agricoles: évaluation de référence – Zimbabwe		41 809
Conférence ministérielle de Bali sur le trafic illicite et la traite d'êtres humains, et la criminalité transnationale y associée		9 500
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>260 751</b>
<b>LUXEMBOURG</b>	67 750	
<b>MEXIQUE</b>		
Mise sur pied de l'unité de soutien technique (TSU) de la conférence régionale sur la migration		26 477
<b>Total – contributions à affectation spéciale</b>		<b>26 477</b>
<b>PAYS-BAS</b>		
Retour de demandeurs d'asile depuis les Pays-Bas (REAN)		6 507 856
Déplacés internes en Iraq – Coordination, gestion des camps et enregistrement		1 766 784



**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME – PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>PAYS-BAS (suite)</b>		
Renforcement de la police nationale indonésienne grâce à une assistance technique institutionnelle		1 222 415
Retour et réintégration de demandeurs d'asile angolais depuis les Pays-Bas		560 458
Aide transitoire aux ex-soldats de Bosnie-Herzégovine		475 060
Experts associés		429 350
Programme de prévention, d'assistance et de réintégration des victimes de la traite en Colombie		408 210
Retour et réintégration de femmes et d'enfants victimes de trafiquants en ex-République yougoslave de Macédoine		358 967
Prévention de la traite des femmes par une campagne de sensibilisation et un effort de renforcement des capacités institutionnelles		342 256
Aide à la réintégration des victimes albanaises de la traite par le biais d'un réseau national de réintégration		299 161
Programme de démobilisation, de transition et de réintégration en Guinée-Bissau – Remboursements		260 572
Cours international sur la politique et le droit en matière de migration – OIM / UNITAR		217 500
Rapatriement et assistance aux évacués et aux nationaux de pays tiers – Côte d'Ivoire		200 000
Aide à la réintégration du personnel licencié du Ministère de la défense en République de Croatie		178 147
Migration de retour et santé – Pays-Bas		156 464
Initiative de retour de Randstad		122 469
Diffusion d'informations pour la prévention de la traite des êtres humains en Géorgie		117 560
Lutte contre la traite dans les Caraïbes		117 371
Rapatriement d'urgence par voies de terre de nationaux ouest-africains se trouvant au Libéria		105 000
Diffusion d'informations – Géorgie		67 010
Système intégré de gestion de l'information pour la gestion des migrations au Maroc		65 672
Retour et réintégration de demandeurs d'asile afghans depuis les Pays-Bas		58 329
Projet pilote: infirmières polonaises aux Pays-Bas: développement des compétences		51 724
Fonds de réintégration pour les Iraquiens rentrant au pays		49 158
Recherche sur la migration de transit à travers l'Azerbaïdjan		38 714
Infrastructure pour migrants vulnérables – camp de Baibesik, Almaty, Kazakhstan		24 744
Retour volontaire d'Arméniens désirant quitter l'endroit où ils se trouvent		23 753
Forum centreuropéen pour la recherche sur la migration – Varsovie		23 115
Retour et réintégration de demandeurs d'asile originaires d'Europe centrale et orientale		19 607
Etude sur les politiques de migration de retour en Europe		16 033
Prévention de la traite des femmes en Lituanie: consultations interactives par Internet et par téléphone		11 804
Recherche appliquée et collecte de données sur la traite en direction, à travers et en provenance de la région balte (ARTB)		10 951
Projet de recherche jordanien (premier stade de la campagne d'information contre la migration irrégulière – Moyen-Orient et Asie		10 000
Retour et réintégration de demandeurs d'asile déboutés originaires des Etats du Sud-Caucase et de la Russie		6 602
Enquête sur les profils types de demandeurs d'asile et les réfugiés somaliens et angolais aux Pays-Bas (retour de fonds)	( 23 058)	
Retours de p.d.i. de l'Ouest de l'Afghanistan dans leur communauté d'origine (retour de fonds)	( 49 366)	
Réintégration de rapatriés des Pays-Bas ayant achevé leur formation professionnelle (retour de fonds)	( 78 031)	
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		359 549
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>14 531 910</b>
<b>NOUVELLE-ZELANDE</b>		
Mouvements en direction de la Nouvelle-Zélande		149 811
Conférence ministérielle de Bali sur le trafic illicite de migrants, la traite des êtres humains et la criminalité transnationale y associée		90 088
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>239 899</b>
<b>NICARAGUA</b>		
Création de l'unité de soutien technique (TSU) de la conférence régionale sur la migration		5 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>5 000</b>
<b>NORVEGE</b>		
Aide au retour volontaire de demandeurs d'asile déboutés de Norvège		1 602 335
Aide à la réintégration du personnel licencié du Ministère de la défense en République de Croatie		1 468 321
Retour des déplacés internes originaires du Centre de l'Afghanistan		549 586
Service d'information, de conseil et d'orientation (ICRS) – Colombo		446 561
Programme d'orientation culturelle pour réfugiés en attente de départ pour la Norvège		356 074
Programme régional de sortie temporaire pour les personnes exposées à des risques importants – Colombie		297 708
Programme d'aide à la lutte contre la traite en Afrique australe		297 597
Retour, réintégration et réadaptation de déplacés internes à Sri Lanka		275 893
Programme national de santé mentale – Cambodge		201 424
Formation spécialisée des membres des forces de l'ordre en ex-République yougoslave de Macédoine		178 147
Enquête sur la traite des personnes originaires d'Asie centrale		150 000
Initiative régionale sur la migration, l'asile et les réfugiés (MARRI) – Frais de fonctionnement		122 934
Lutte contre la traite des êtres humains (protection et réintégration)		93 912

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>NORVEGE (suite)</b>		
Lutte décentralisée contre la traite et renforcement décentralisé des capacités en ex-République yougoslave de Macédoine		93 827
Retour de personnes âgées en Bosnie-Herzégovine depuis les pays nordiques		73 115
Retour et réintégration de victimes de la traite en Pologne		69 410
Enquête et banque de compétences sur les Iraquiens qualifiés en Norvège		40 350
Développement des communautés roms dans les régions de la Slovaquie orientale		39 015
Prévention de la traite des êtres humains en Roumanie		35 832
Réexamen du projet pilote intitulé "Programme de lutte contre la traite des enfants" au Bangladesh		35 000
Aide à la réintégration des victimes albanaises de la traite		16 472
Programme de renforcement des capacités en matière de gestion des flux migratoires – Turkménistan		2 277
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		1 972 044
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>8 417 834</b>
<b>PARAGUAY</b>		
Projet latino-américain de coopération technique en matière de migration (PLACMI)		28 568
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>28 568</b>
<b>PEROU</b>		
Soutien technique à la municipalité de Lima – Service d'exécution de travaux		3 911 772
Programme de réorganisation et de modernisation du Ministère public		2 162 928
Renforcement du Ministère public péruvien		2 157 844
Renforcement du système de gestion de la municipalité de Lima		1 028 386
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>9 260 930</b>
<b>POLOGNE</b>		
Forum centreuropéen de recherche sur la migration – Varsovie		154 644
Centre de coopération technique à Vienne		19 380
Assistance juridique aux migrants du Kazakhstan		9 526
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>183 550</b>
<b>PORTUGAL</b>		
"Parité – Citoyenneté" – Lisbonne		129 687
Programme pilote pour les retours volontaires depuis le Portugal		120 878
"L'égalité pour tous"		23 158
Programme intégré de retour volontaire – Guinée-Bissau		5 522
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>279 245</b>
<b>REPUBLIQUE DE COREE</b>		
Etude comparative sur la gestion de la migration de main-d'œuvre dans différents pays		8 333
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>8 333</b>
<b>SLOVAQUIE</b>		
Retour volontaire depuis la Slovaquie		65 172
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>65 172</b>
<b>SUEDE</b>		
Programme régional d'assistance pour la protection des femmes et des enfants victimes de trafiquants dans la partie occidentale des Balkans		3 896 265
Assistance transitoire pour les soldats démobilisés en Bosnie-Herzégovine		652 568
Lutte contre la traite des femmes: Ukraine		386 100
Partenariat sur le VIH/SIDA et les populations mobiles en Afrique australe (PHAMSA)		382 653
Equipes médicales suédoises pour le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine		354 003
Assistance d'urgence pour les populations mobiles et vulnérables au Zimbabwe		351 357
Retour et réintégration de déplacés internes en Ouganda (Phase 1)		281 781
Experts associés		247 358
Lutte contre la traite des femmes: poursuite, protection et réintégration – République de Moldova		261 027
Chef de l'unité MARRI		214 370
Lutte contre la traite des personnes au Tadjikistan: prévention éducationnelle		131 778
Retours volontaires assistés depuis la Suède		99 107
Etude de faisabilité sur la gestion des migrations		62 174
L'intégration par la formation: Visaginas		56 572
Equipes médicales de Suède pour la Bosnie-Herzégovine		50 617
Prévention de la traite des femmes dans les Etats baltes – formation des officiers de police et des travailleurs sociaux		46 172
Forum international sur le respect de la vie et l'épanouissement personnel en Colombie		31 414
Activités de lutte contre la traite en Suède		22 328

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>SUEDE (suite)</b>		
Retours de Suède en Iraq		14 948
Lutte contre la traite des femmes: Bélarus - poursuite et criminalisation		10 996
Lutte contre la traite "Lilja 4 Ever"		10 728
Cartographie des communautés immigrées dans sept pays d'Afrique australe		6 650
Service d'interprétation pour l'ambassade de Suède – Nairobi		833
Programme régional de lutte contre la traite de l'OIM dans la partie occidentale des Balkans (Retour de fonds)		( 321 018)
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		866 202
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>8 116 983</b>
<b>SUISSE</b>		
	366 773	
Frais du bureau de l'OIM à Berne		570 926
Experts associés		254 845
Cours international sur la politique et le droit en matière de migration - OIM / UNITAR		220 222
Projet d'information pour le Kosovo		207 553
Initiative de Berne		191 233
Aide financière à la réintégration en ex-République yougoslave de Macédoine depuis la Suisse		159 538
Retours volontaires assistés de personnes vulnérables en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro		111 205
Mesures de préparation aux situations d'urgence – Iraq		96 757
Point régional de transit à Belgrade		80 017
Réadaptation des victimes de la traite en République de Moldova		75 474
Projet communautaire de remise en état des infrastructures - Azerbaïdjan		65 319
Renforcement des capacités en matière de gestion des migrations – Géorgie		57 013
Assistance juridique pour les migrants au Kazakhstan		55 000
Mesures psychosociales et traitement des traumatismes au Kosovo		47 143
Programme de renforcement des capacités en matière de gestion des flux migratoires – Kazakhstan		32 000
Consultations gouvernementales sur la recherche dans le domaine de la migration internationale		28 000
Lutte contre la traite des femmes: Tadjikistan		26 284
PROFUL – Afghanistan		24 000
Services d'aide à la recherche d'un emploi de l'OIM (EAS) pour les membres des minorités ethniques au Kosovo		21 529
Aide suisse à la réintégration (RAS)		19 910
Centre de gestion des migrations – Bishkek		19 245
Retours volontaires assistés en Angola		18 693
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP)		16 281
RIF - Fonds d'information sur les retours		15 200
Etat de la migration dans le monde		10 446
Résultats obtenus dans la lutte contre la traite des femmes en provenance d'Arménie		10 000
Soutien à la coopération communautaire entre les écoles et les familles roms en Slovaquie		7 197
Dialogue international sur la migration: atelier sur les approches en matière de collecte et de gestion des données		3 704
Retour volontaire de nationaux iraqiens de Suisse		3 236
Retours volontaires assistés de migrants dans l'incapacité de quitter la Turquie (Retour de fonds)		( 76 923)
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		121 503
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 492 550</b>
<b>ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD</b>		
Programme de retours volontaires assistés		1 319 561
Aide transitoire aux ex-soldats de Bosnie-Herzégovine		814 923
Programme de retour en Afghanistan (RAP)		693 339
Programme d'élaboration et de maintien d'une initiative du secteur privé sur le VIH/SIDA au Lesotho		455 470
Conférence internationale sur les rapatriements de fonds effectués par les migrants – DFID/Banque mondiale/PIM		169 795
Renforcement des capacités en matière d'élaboration et de gestion de programmes		93 134
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP)		73 922
Cours internationaux sur la politique et le droit des migrations – OIM/UNITAR		65 074
Retour de nationaux afghans qualifiés dans le secteur public		57 541
Retour de nationaux afghans qualifiés dans des emplois du secteur privé en Afghanistan		38 361
Traite de mineurs d'âge non accompagnés au sein de l'Union européenne – Recherche et conférence européenne		22 011
Renforcement des capacités institutionnelles et programme de retour volontaire pour les victimes de la traite des femmes en Slovénie		21 209
Programme de réinstallation de réfugiés – Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		13 207
Aide à la réintégration de victimes albanaises de la traite		11 977
Recherche sur la traite – Turquie		9 570

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (suite)</b>		
Aide à l'accueil des Afghans rentrant au pays		8 479
Renforcement des capacités institutionnelles en matière de gestion des migrations – Azerbaïdjan		6 450
Résultats obtenus dans la lutte contre la traite des femmes en provenance d'Arménie		5 500
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>3 879 524</b>
<b>ETATS-UNIS D'AMERIQUE</b>		
	2 000 000	
<b>Programme de réfugiés aux Etats-Unis - Bureau de la population, des réfugiés et des migrations</b>		<b>32 544 083</b>
Initiative transitoire en Afghanistan (ATI) – Volet A		10 337 441
Initiatives de renforcement communautaire dans la partie septentrionale de l'Equateur: Sucumbios, Carchi et Esmeraldas		9 862 951
Initiative d'aténuation du conflit – ex-République yougoslave de Macédoine		9 471 469
Aide aux déplacés internes et aux communautés d'accueil – Colombie		7 158 997
Formation des membres du Corps de protection du Kosovo (KPC)		5 649 282
Réponse aux besoins des déplacés internes en Iraq et mesures préparatoires		4 913 790
Etat de préparation à la situation d'après-conflit en Iraq		4 630 071
Programme pour le renforcement de la paix en Colombie		3 629 864
Déplacés internes en Iraq – Coordination, gestion des camps, enregistrement		3 000 000
Nationaux de pays tiers - Crise iraquienne		3 000 000
Renforcement des capacités en matière de gestion des migrations pour la Jamaïque		2 202 000
Programme d'appui pour les enfants ex-combattants – Colombie		1 949 121
Initiative de remise en état de l'infrastructure de Mitrovica (MIRI) - Kosovo		1 532 116
Contrôle des frontières entre le Kazakhstan et l'Asie centrale		1 500 000
Programme iraquien de dédommagement pour pertes de bien (IPCP)		1 455 226
Aide transitoire aux ex-soldats de Bosnie-Herzégovine / Republika Srpska		1 330 031
Retour de déplacés internes originaires du Nord et de l'Ouest de l'Afghanistan		1 048 595
Aide à la Zambie pour le rapatriement de réfugiés angolais (Phase I)		1 000 000
Transport et assistance logistique au HCR et au Gouvernement angolais		1 000 000
Rapatriement et aide aux évacués depuis la Côte d'Ivoire jusque dans leur pays d'origine		856 411
Initiative transitoire au Kosovo (KTI)		775 246
Enregistrement des ex-soldats iraqiens et enquête		713 554
Mesures de préparation d'urgence – Iraq		630 000
Mesures de lutte contre la traite des femmes et des mineurs d'âge du Nigéria et prévention du VIH/SIDA et des MST		500 000
Programme d'aide à la lutte contre la traite en Afrique australe		455 000
Base de données mondiale sur la lutte contre la traite		407 450
Aide aux populations mobiles au Zimbabwe		400 000
Renforcement du volet de formation (ETC) – Corps de protection civil du Kosovo (KPC)		400 000
Lutte contre la traite des femmes et des enfants dans le Caraïbes		381 890
Centre provinciaux de femmes – Afghanistan		376 117
Protection et assistance aux victimes de la traite au Liban		369 517
Retour et réintégration de 500 inscrits de la LRA par des services d'information, de conseils et d'orientation		365 828
Retour et réintégration de femmes et d'enfants victimes de trafiquants dans la région du Mékong		364 248
Projet d'hébergement pour les veuves victimes du conflit armé interne au Guatemala		332 030
Projets de lutte contre la traite en Afghanistan		330 568
Prévention et lutte contre la traite des êtres humains en République dominicaine		299 470
Projet de soutien à l'infrastructure municipale pour l'Albanie (MISP)		294 870
Création d'une unité de soutien technique pour la Conférence régionale sur les migrations		283 104
Centres d'aide aux victimes de la traite à Moscou		283 016
Réseau de partenariat axé sur la lutte et la prévention de la traite des êtres humains en Bulgarie		275 000
Activités de lutte contre la traite en Roumanie		270 000
Lutte contre la traite des êtres humains par la formation en Colombie et en République dominicaine		263 285
Activités de formation dans le domaine de la lutte contre la traite, avec une phase test pilote dans la région des Caraïbes		250 000
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations en Ukraine		250 000
Assistance technique aux points de contrôles internationaux au Kirghizistan		247 146
Projet d'aide aux victimes – Accra		243 582
Formation de fonctionnaires gouvernementaux et de membres d'ONG dans la prévention de la traite en Hongrie		240 027
Lutte contre la traite des femmes au Bélarus		230 000
Prévention de la traite des êtres humains en provenance, à travers et à l'intérieur du Kazakhstan		230 000
Traite des femmes et des fillettes en direction des Balkans: le rôle des opérations internationales de maintien de la paix		227 150
Lutte contre la traite au Turkménistan		215 000

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)</b>		
Lutte contre la traite des personnes en Asie centrale		202 558
Centre de gestion des migrations en Hongrie		200 675
Promotion des droits des migrants et renforcement de la gestion des migrations en République dominicaine		200 000
Santé mentale des victimes de la traite – Pristina		200 000
Gestion des migrations en République dominicaine		200 000
Enfants de Yeji victimes de la traite – Ghana		200 000
Rapatriement et réinsertion sociale des enfants de la rue victimes de la traite des migrants – Costa Rica		200 000
Programme de renforcement des capacités institutionnelles en matière de gestion des migrations – Kirghizistan		200 000
Programme de renforcement des capacités institutionnelles en matière de gestion des migrations – Kazakhstan		200 000
Programme de renforcement des capacités institutionnelles en matière de gestion des migrations – Tadjikistan		200 000
Aide aux migrants honduriens rapatriés depuis les Etats-Unis		200 000
Dialogue sur la migration en Afrique australe		190 000
Projet pilote de prévention du VIH/SIDA pour les populations mobiles en République dominicaine		189 648
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations- Géorgie		180 002
Lutte contre la traite des femmes: Ukraine, protection et aide à la réintégration		175 000
Reconstruction provinciale – Projets à impact rapide – Afghanistan		172 571
Projet santé/migration - Tak et Chiang Rai, Thaïlande		171 357
Campagne d'information portant sur la lutte contre la traite des femmes et des enfants au Cambodge		168 723
Remboursement de l'impôt sur le revenu		165 000
Séminaire conjoint OIM/HCR aux Caraïbes		162 040
Hébergement et protection de femmes et de jeunes filles victimes de trafiquants en Bosnie-Herzégovine		161 624
Protection, retour et réintégration de personnes victimes de trafiquants en Serbie		160 423
Appui à la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents à des fins commerciales au Chili		160 000
Campagne nationale d'information – prévention de la traite des femmes et des enfants au Kazakhstan		150 651
Initiative de lutte contre la traite des êtres humains au Nigéria		150 299
Projet de permis de résidence temporaire dans les Balkans		150 000
Programme de gestion du centre de transit dans l'ex-République yougoslave de Macédoine		150 000
Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM)		150 000
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations - Azerbaïdjan		150 000
Lutte contre la traite par le renforcement du règne du droit et la poursuite des criminels dans les réseaux		138 080
Assistance technique à la gestion des migrations – Bahamas, Iles Turques et Caïques		129 600
Lutte contre la traite des femmes: protection et aide à la réintégration - République de Moldova		125 000
Dialogue international sur la migration: atelier sur les approches en matière de collecte et de gestion des données		125 000
Campagne de sensibilisation à la lutte contre la traite visant les jeunes femmes et les fillettes		117 876
Traite des femmes pour l'industrie du sexe au Pérou		115 000
Experts associés – Dakar		110 000
Renforcement des capacités de l'appareil judiciaire appelé à poursuivre les trafiquants au Tadjikistan		105 000
Initiatives de renforcement des capacités des ONG visant à prévenir la traite en Hongrie		104 930
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations – République de Moldova		100 000
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations - Arménie		100 000
Prévention de la traite des femmes en République de Moldova		95 000
Intensification et renforcement des meilleures pratiques visant à élargir les avantages dont bénéficient un certain nombre d'écoles – Costa Rica		94 275
Renforcement des capacités des ONG nationales apportant leur soutien aux victimes de la traite en Arménie		92 000
Déplacés internes et suivi des accords de paix à Bogota		89 872
Prévention de la traite par la fourniture d'informations sur des services de conseil		86 131
Campagne d'information publique au Kirghizistan		80 736
Conférence régionale – Santé et traite – Serbie-et-Monténégro		78 697
Renforcement des capacités du personnel consulaire dans la lutte contre la traite en Arménie		78 626
Quatrième conférence sud-américaine sur la migration		75 000
Prévention de la traite des femmes et des enfants en Croatie		70 135
Mise en place d'un système de gestion de l'information ICRS/RF à Sri Lanka		66 317
Prévention du VIH/SIDA dans les populations mobiles le long du corridor à haut risque		62 775
Recherche sur la traite en Estonie		60 799
Aide transitoire au ex-soldats de Bosnie-Herzégovine / Republika Srpska		57 846
Conférence sur la prévention de la traite des êtres humains dans le processus d'élargissement de l'Union européenne		55 492
Programme de développement du secteur migratoire – Kazakhstan		50 000
Evaluation de la traite des hommes et des femmes aux fins d'exploitation sexuelle ou par le travail au Belize		50 000
Développement des ONG nationales actives dans le secteur des migrations en Azerbaïdjan		50 000

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)</b>		
Développement des ONG nationales actives dans le secteur des migrations – Kirghizistan		50 000
Projet mondial de participation aux élections (PEP)		48 499
Sensibilisation à la traite en République arabe syrienne		48 050
Programme de réintégration des victimes kosovares de la traite, principalement les femmes et les enfants		45 418
Gestion communautaire du risque dans les municipalités vulnérables du Honduras		35 882
Retour de victimes de la traite – Thaïlande et République démocratique populaire Lao		31 000
Recherche orientée vers l'action rapide concernant la traite en provenance, en direction ou au travers de la Slovénie		29 753
Marche 2003 (pour une action de sensibilisation à la violence contre les femmes) – Bangladesh		29 195
Centre de coopération technique - Autriche		29 000
Aide au HCR et au Gouvernement mozambicain en matière de transport et d'assistance logistique		25 619
Réadaptation d'enfants des provinces du delta du Mékong ayant été victimes de trafiquants		22 594
Education préventive sur la traite des êtres humains dans les écoles secondaires de Croatie		17 517
Réadaptation psychosociale et soutien matériel au Cambodge		16 240
Programme de formation à la lutte contre la traite pour le personnel religieux		15 164
ONG kirghize active dans le domaine de la lutte contre la traite		15 000
Campagne d'information publique axée sur la prévention de la traite des êtres humains au Bangladesh		11 572
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>127 169 806</b>
<b>URUGUAY</b>		
Programme concernant les jeunes Uruguayens rencontrant des difficultés dans leur insertion sur le marché du travail – Uruguay		96 185
Accord de coopération avec le Gouvernement uruguayen		68 020
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>164 205</b>
<b>Total partiel - Etats Membres</b>	<b>3 451 488</b>	<b>259 280 586</b>
<b>AUTRES ETATS</b>		
<b>ISLANDE</b>		
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		17 033
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>17 033</b>
<b>KOWEIT</b>		
Initiative koweïtienne		700 000
Initiative koweïtienne: le bureau et les opérations de l'OIM au Koweït		200 000
Projet de mesures psychosociales et de santé mentale pour l'Iraq		100 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 000 000</b>
<b>ESPAGNE</b>		
Gestion des fonds destinés à transférer des experts dans le cadre du "Programme de coopération Espagne - Pérou"		733 974
Retour volontaire d'immigrants au départ de l'Espagne		205 839
Retour volontaire au départ de l'Espagne		22 759
Stratégie de sensibilisation et d'information concernant les personnes ayant besoin d'une protection internationale		2 610
Transport et autres dépenses remboursables		2 343
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>967 525</b>
<b>Total partiel - Etats non membres</b>		<b>1 984 558</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>		
Mission d'observation de l'Union européenne pour les élections générales et présidentielles en Indonésie 2004		4 621 897
Retour de nationaux afghans depuis l'Union européenne		2 001 808
Rapatriement de réfugiés angolais de la Zambie en Angola		1 177 295
Centre de transit de p.d.i. regagnant leur pays – Afghanistan		983 925
Appui aux capacités de gestion des migrations en Bosnie-Herzégovine (CARDS)		932 847
Lutte contre la traite des êtres humains en Ukraine		901 425
Mission d'observation de l'Union européenne pour les élections au Mozambique 2003		889 926
Initiatives de stabilisation pour les communautés minoritaires de Mitrovica et de la partie occidentale du Kosovo		810 739
Mission d'observation de l'Union européenne pour les élections au Rwanda 2003		763 831
Retour de nationaux afghans qualifiés dans le secteur public		754 917
Stratégie nationale de migration: mise au point d'un système de gestion des migrations en Albanie		723 692
Programme de dialogue et de renforcement des capacités techniques en matière de gestion des migrations pour l'Asie centrale et le Pakistan		664 464
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations en vue de retours durables et de réintégration à Sri Lanka		644 484
Assistance logistique et transport en faveur des rapatriés angolais quittant la Zambie pour la province de Mexico en Angola		590 857

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>UNION EUROPEENNE (suite)</b>		
Appui à la création d'entreprises dans les zones minoritaires		588 393
Initiatives de stabilisation des communautés minoritaires		586 854
Création d'entreprises dans les régions minoritaires - Kosovo		554 353
Retour de p.d.i. de la région centrale jusque dans leurs lieux d'origine très éloignés- Afghanistan		554 106
Retour de nationaux afghans qualifiés en Afghanistan pour y occuper des emplois dans le secteur privé		536 652
Projet Medevac de l'ECHO – Iraq		330 619
Encouragement à la réintégration durable en Albanie, au Kosovo et en ex-République yougoslave de Macédoine		328 995
Reconstruction des infrastructures communautaires à Pweto – République démocratique du Congo		323 846
Renforcement de la protection humanitaire et de la réconciliation par le biais du renforcement des capacités institutionnelles		284 596
Retour volontaire et réintégration de migrants irréguliers et de victimes de la traite bloqués en Albanie		278 611
Achèvement du centre d'assistance temporaire des nationaux de pays tiers déplacés à Guiglo, dans la partie occidentale de la Côte d'Ivoire		262 857
Durabilité des retours pour les communautés minoritaires – Serbie-et-Monténégro		209 323
Parlons-en – Médiation sociale pour les communautés de réfugiés – Finlande		198 206
Aide d'urgence pour les déplacés internes dans le Nord de l'Afghanistan		176 553
Retour, réintégration et réadaptation de déplacés internes à Sri Lanka		161 385
"Parité-Citoyenneté" – Portugal		151 426
Sensibilisation et formation juridique des juristes concernant les principes discriminatoires		143 757
Lutte contre la traite des femmes: République de Moldova		129 884
Evaluation sur le terrain de la situation des déplacés internes à Aceh – Indonésie		123 981
Aide dans une phase de pré-crise aux victimes potentielles des catastrophes naturelles dans le Nord du Tadjikistan		117 785
Centre de post-information pour réfugiés et rapatriés, et reconnaissance de leurs compétences techniques – Athènes		112 334
Remise en état des terres et soutien au renforcement des capacités institutionnelles pour les Madurais déplacés à l'intérieur des frontières – Indonésie		94 667
Traite des mineurs d'âge non accompagnés au sein de l'Union européenne – Recherche et conférence européenne		87 596
Mission d'observation de l'UE en prévision des élections parlementaires au Pakistan		86 463
Mission d'observation de l'UE en prévision des élections - Sierra Leone		83 841
Lutte contre la traite des femmes: Ukraine		80 521
Réseau européen de coopération concernant l'exclusion sociale et les questions sanitaires pour les migrants en Europe		80 000
Retour de nationaux ougandais qualifiés		74 699
Retour volontaire et réintégration dans les pays de la CEI (exceptés les pays candidats à l'UE)		66 390
Recherche sur l'infiltration des réseaux de traite		61 426
Programme de retours volontaires assistés des mineurs d'âge non accompagnés vivant en Irlande – Projet pilote		56 215
Partage d'expériences: tendances en matière de migration dans certains pays candidats à l'Union européenne et en Autriche		53 197
Formation/sensibilisation de la police des frontières à la lutte contre la traite – Serbie-et-Monténégro		47 242
Séminaire sur l'échange d'informations et les systèmes de protection des victimes de la traite dans les Etats Membres de l'UE		46 124
Retour des déplacés du Timor Leste – Phase III		42 242
Retour et réintégration des p.d.i. de Faryab/Kunduz (FKRRP), Afghanistan		35 376
Coordination de l'aide au retour volontaire en Afghanistan		34 857
Retour volontaire intégré – Guinée-Bissau		28 301
Centre sur les droits des migrants au Maroc		21 958
Réseau migratoire européen: mise sur pied du programme de contacts nationaux en Autriche		17 263
Projet PROKLISI – Athènes		16 441
Retour de déplacés internes au Kosovo, dans la municipalité de Peje/Pec		16 214
MIGRATOOLS – Développement des compétences et instruments d'orientation pour l'initiation professionnelle des migrants - Italie		15 767
Immigrants en provenance des frontières européennes: risques liés au VIH et réorientation		15 550
Identification d'approches durables du retour volontaire et de la réintégration des demandeurs d'asile		7 173
Projet DESMOS – Athènes		6 760
Projet pilote de développement socio-économique dans une région à fort potentiel migratoire au Maroc		6 380
Examen global de la situation sur le plan de la migration chinoise à destination de certains pays européens		4 897
Conférence sur la prévention de la traite des êtres humains en prévision de l'élargissement de l'Union européenne		5 344
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations – Tadjikistan		4 566
Sensibilisation à l'intégration des migrants et des réfugiés dans la société slovène		1 697
Elections au Nicaragua - Remboursements		( 32 042)
<b>Total partiel – Union européenne</b>		<b>23 783 748</b>
<b>PNUD</b>		
Soutien urgent à la mise au point de nouveaux projets du PNUD sous le nouveau gouvernement – Nairobi		332 794
Réintégration d'ex-combattants - Congo		327 520

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>PNUD (suite)</b>		
Personnel détaché		217 719
Aide d'urgence aux populations mobilisées vulnérables au Zimbabwe		198 479
Evaluation et réintégration des communautés de déplacés internes dans la SNRS, Ethiopie		97 095
Renforcement des opportunités économiques au Nakhichevan par la mobilisation communautaire et par des programmes de micro-crédits		73 536
Développement de micro-entreprises en Arménie		46 371
Transfert de connaissances par les nationaux expatriés en Bosnie-Herzégovine		31 148
Programme de formation du PNUD en faveur de petites et moyennes entreprises – Belgrade		23 486
Analyse de l'enquête socio-économique pour le retour volontaire de déplacés internes en provenance du Sud du Soudan		4 340
Campagne d'information destinée à susciter une prise de conscience sur la situation des femmes victimes de la traite en Pologne		3 142
Aide d'urgence aux évacués guinéens		3 000
Mise au point de stratégies, de projets et de programmes pour les réinstallations durables – Angola		( 71 989)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 286 641</b>
<b>HCR</b>		
Transport jusque dans les pays de réinstallation ou transit de réfugiés au départ de divers pays		361 226
Regroupement familial en France		225 857
Transport et assistance logistique au HCR et au Gouvernement angolais		217 544
Opération d'assistance au rapatriement des réfugiés angolais – Zambie		151 100
Transport et assistance logistique au HCR et au Gouvernement mozambicain		82 600
Rapatriement de 286 réfugiés ougandais du Soudan en Ouganda		81 105
Rapatriement par le HCR de nationaux rwandais en provenance de Zambie		62 000
Aide au rapatriement de réfugiés sierra-léonais		55 728
Rapatriement volontaire de réfugiés d'Afrique du Sud		49 078
Refugiés du Moyen-Orient et de l'Afrique		40 451
Rapatriement volontaire de réfugiés de la Fédération de Russie		35 020
Rapatriement volontaire de réfugiés de différentes origines		33 319
HRC et mouvements <i>ad hoc</i>		30 357
Rapatriement du Kenya		16 182
Refugiés d'Europe		6 532
Personnel détaché – Vienne		4 938
Retour volontaire de migrants afghans du Tadjikistan et des îles frontalières Panj (RATP)		1 232
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 454 269</b>
<b>AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES</b>		
UNJLC - Personnel détaché		201 383
ONUSIDA - Assistance technique à l'Initiative des Grands Lacs concernant le SIDA (GLIA)		90 970
- Point focal pour le VIH/SIDA et migration en Afrique occidentale		36 200
- Orientation de pré-départ concernant la santé dans le contexte migratoire		27 240
- Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe (MIDSA)		11 693
- Prévention et gestion du VIH/SIDA – grands itinéraires routiers – Ethiopie		1 150
UNICEF - Amélioration des services de soins aux enfants au centre de détention de Bangkok		31 423
- Réadaptation des mineurs d'âge et des enfants – victimes de la traite – République de Moldova		41 580
- Elaboration de stratégies, de projets et de programmes pour les réinstallations durables – Angola		12 485
- Aide au retour des enfants victimes de la traite entre la Côte-d'Ivoire et le Mali		7 500
- Réintégration de 500 inscrits LRA par les services d'information, de conseil et d'orientation (ICRS)		1 615
PVNU - Volontaires des Nations Unies – Aide au transport		44 827
FNAUP - Recherche sur la traite – Turquie		12 000
- Cours internationaux sur la politique et le droit des migrations – OIM/UNITAR		38 650
PAM - Projet Gulu – secours d'urgence - Ouganda		11 412
OMS - Mise au point de stratégies, projets et programmes pour les réinstallations durables – Angola		13 276
OCHA - Réception et entreposage de kits destinés au cantonnement d'urgence et à l'accueil des familles		18 700
- Aide d'urgence aux évacués guinéens		5 000
- Assistance matérielle aux camps de Viana – Angola (retour de fonds)		( 12 561)
- Centre d'information humanitaire en Colombie		16 506
UNESCO - Coopération technique entre pays en développement		12 530
OIT - Module psychosocial de l'OIM sur l'expérience migratoire		2 936
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>626 515</b>
<b>Total partiel – Autres organes des Nations Unies</b>		<b>3 367 425</b>



**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME -  
PROGRAMMES D'OPERATIONS  
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>AGENCES BENEVOLES ET AUTRES</b>		
Fondation allemande "Mémoire, responsabilité et avenir" – Programme allemand de dédommagement du travail forcé		93 537 777
Fonds du règlement – Contentieux relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (Banques suisses)		11 682 423
Consultations informelles HCR/OIM		913 852
Croix-Rouge suédoise – Frais de transport et autres frais remboursables		666 153
Fondation Roi Baudouin – Projet de permis de résidence temporaire dans les Balkans		285 336
Banque mondiale – Protection juridique des propriétés des déplacés internes en Colombie		200 000
Fondation Soros – Assistance à la réintégration des victimes albanaises et diffusion d'informations en Azerbaïdjan		140 857
Organisation des Etats américains (OEA) - Coopération technique entre pays en développement		105 965
Division Titan Sencom – Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations – Géorgie		81 602
Fondation Rockefeller – Aptitudes de vie et prévention du VIH/SIDA chez les immigrants – Thaïlande		54 980
DKT Ethiopie (ONG) – Prévention et gestion du VIH/SIDA – Grands itinéraires routiers – Ethiopie		53 874
Terre des Hommes – Projet sur les traumatismes de la population du Cambodge		32 325
Rhisso Ko Sei kai – Fondation pour la paix – campagne d'information au moyen de représentations théâtrales par des rapatriés		24 370
Centre pour la lutte contre les maladies – OIM – Service de lutte contre la tuberculose à Ho-Chi-Minh-Ville		13 280
Universidad Catolica (Pérou) – Gestion des fonds pour le transfert de ressources humaines qualifiées		3 780
Samaritans Purse – Transport de cas médicaux difficiles à l'intérieur du Kosovo		3 523
LICADHO – Retour volontaire et réintégration de migrants cambodgiens irréguliers dans l'incapacité de quitter l'Indonésie		3 270
Laboratoire technologique uruguayen – Mise en réseau d'expatriés hautement qualifiés		1 000
Centre de recherche sur le développement international - Ateliers de dédommagement pour les délégations palestiniennes (retour de fonds)		( 8 010)
OSCE – Azerbaïdjan – Développement des ONG nationales actives dans le secteur des migrations		22 393
- Lutte contre la traite des femmes: protection et aide à la réintégration – République de Moldova		17 668
- Azerbaïdjan – renforcement des capacités en matière de gestion des migrations		1 141
- Bishkek – Centre de gestion des migrations		20 000
Transfert du compte de préparation d'urgence (EPA) pour le financement de projets (Appendice 7)		( 90 000)
Recettes transférées à divers projets en provenance du Fonds de dotation Sasakawa (Appendice 9)		24 000
Avance nette aux projets en provenance du Fonds de réponse rapide pour les transports (Appendice 10)		200 302
<b><u>Total partiel – Agences bénévoles et autres</u></b>		<b><u>107 991 861</u></b>
Intérêts créditeurs, change et recettes diverses	684 936	1 516 114
Remboursement de billets à ordre (Appendice 5)		25 269 107
Réfugiés, migrants et répondants		16 761 592
<b>TOTAL</b>	<b>4 136 424</b>	<b>439 954 991</b>
<b>TOTAL GENERAL - CONTRIBUTIONS</b>		<b>444 091 415</b>

**OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES****MISSION DE VERIFICATION ET OBJET**

C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé, par sondage, à un examen des pièces fournies à l'appui des sommes comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

**OPINION**

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons vérifié, pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations à Genève, à savoir l'actif, le passif et les fonds, exprimés en dollars des Etats-Unis, ainsi que les recettes et les dépenses, exprimées en dollars des Etats-Unis et en francs suisses.

Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandées et, après vérification des comptes, nous déclarons qu'à notre avis, les états financiers et les notes explicatives s'y rapportant donnent une image exacte et fidèle des recettes et des dépenses des programmes et des fonds de l'Organisation pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, ainsi que de sa situation financière à cette date.

Un rapport distinct, contenant un résumé des résultats de vérification, ainsi que nos principales observations et recommandations, sera soumis à l'OIM pour information et examen.

Arild Anstensrud

Runar Sætre

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège  
2 avril 2004

**CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL**  
**RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003****Introduction**

La raison d'être de la Caisse de prévoyance de l'OIM est la constitution d'un fonds de retraite pour les membres du personnel. A cet effet, deux fonds ont été constitués, l'un en francs suisses, essentiellement pour les employés (catégorie Services généraux) du Siège, et l'autre en dollars des Etats-Unis, essentiellement pour l'ensemble des fonctionnaires (catégorie Administrateurs) et les employés de certains bureaux extérieurs.

Ces fonds sont alimentés au moyen de déductions obligatoires sur les traitements du personnel et de contributions de l'Organisation à hauteur respectivement de 7,9 % et de 15,8 % du traitement soumis à retenue aux fins de la retraite.

Ces doubles cotisations sont placées dans un fonds central "de base", investi sous la forme de titres portant intérêt à court terme dans la monnaie dans laquelle les fonds sont détenus. Jusqu'en juin 2003, ceux-ci étaient répartis entre deux portefeuilles gérés par des gestionnaires extérieurs, *Pictet Asset Management* à Genève pour le portefeuille en francs suisses et *Gartmore Investment Management* à Londres pour le portefeuille en dollars. Depuis juillet 2003, le portefeuille en dollars a été liquidé en raison des faibles taux du marché pour ce type d'investissement qui rendaient la gestion de ce portefeuille peu rentable. Les fonds qui y étaient détenus ont été placés sous la forme de dépôts renouvelables à court terme auprès de la Banque UBS à Genève. D'autres avoirs en espèces, détenus en dollars et en francs suisses, sont en outre gérés par la Division de la Trésorerie au Siège et placés sous la forme de dépôts bancaires à terme.

Les investissements des fonds détenus dans ces portefeuilles présentent un très faible niveau de risque et sont supposés fournir un rendement reflétant les marchés monétaires à court terme (c'est-à-dire avec une date d'échéance expirant au plus tard à un an).

En 2000, l'Organisation a offert aux membres du personnel la possibilité de placer, à leurs propres risques, jusqu'à 50 % de leur avoir dans des fonds communs de placement en actions. Ces investissements sont directement répercutés sur l'avoir des membres du personnel concernés dans la Caisse de prévoyance et reflètent ainsi les pertes subies ou les gains réalisés.

Six fonds communs de placement sont actuellement proposés aux membres du personnel souhaitant y investir une partie de leur avoir, soit en francs suisses (CHF), soit en dollars E-U (USD), à savoir : Banque Pictet - Valsuisse (CHF), Global Equities (CHF), US Equities (USD), World Equities (USD), IST Foundation - Mixta Optima (CHF), et UBS - Balanced Fund A (USD).

Les fonds placés par Pictet sont investis intégralement dans des actions qui présentent à court terme un niveau de risque moyen à élevé. Les autres fonds sont investis dans des portefeuilles équilibrés composés d'actions et d'obligations qui présentent un niveau de risque moyen à faible. Par ailleurs, les membres du personnel ont la possibilité de convertir jusqu'à quatre fois dans l'année, dans l'une des deux monnaies (dollar – franc suisse ou vice versa) une partie du solde qu'ils détiennent sous la forme de placements de base dans la Caisse de prévoyance. Ceci a pour but de diversifier les risques de change. Depuis juillet 2003, les membres du personnel se sont vu offrir la possibilité de convertir en euros les avoirs qu'ils détenaient en dollars ou en francs suisses, et vice et versa. L'option de la conversion en francs suisses a été restreinte aux fonctionnaires et aux membres du personnel du Siège. Les fonds détenus dans le fonds central de base en euros ont été investis dans le portefeuille général de l'OIM détenu en euros, sans opérer de distinction avec les avoirs en euros de la Caisse de prévoyance, car le volume total des fonds en euros dans la Caisse de prévoyance n'est pas suffisant en soi pour produire valablement des intérêts.

A la fin de 2001, un comité mixte composé de représentants de l'Administration et de l'Association du personnel a été créé pour examiner et recommander d'éventuelles nouvelles améliorations structurelles à la Caisse de prévoyance dans l'intérêt des membres du personnel. En 2002, le comité a procédé, sous la forme d'un questionnaire, à un exercice approfondi destiné à solliciter les vues et les sentiments du personnel concernant l'amélioration de la Caisse de prévoyance. Comme on pouvait s'y attendre, les réponses ont révélé toute une variété de besoins et d'attentes.

Le Comité a présenté ses conclusions et ses recommandations aux membres du personnel et au Directeur général en octobre 2003. En bref, il a estimé que le meilleur moyen de répondre aux besoins des membres du personnel était de maintenir la structure actuelle de la Caisse de prévoyance, moyennant une révision complète des placements effectués, une gestion assurée conjointement par la direction de l'Organisation, des représentants du personnel et des experts externes, une présentation plus simple des options offertes au personnel et une aide accrue concernant les plans de retraite et de placement.

**CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL (suite)**  
**RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2003**

En guise d'alternative à ce qui précède, un nouveau groupe a été formé (le Groupe de travail sur la sécurité sociale, WGSS) afin d'explorer plus complètement les perspectives, en termes de coûts et d'avantages, d'une adhésion à la Caisse commune de pensions du personnel des Nations Unies. Le chef du secrétariat de la Caisse commune à Genève a prononcé, devant le personnel du Siège de l'OIM, en janvier 2004, un exposé décrivant en termes généraux le fonctionnement de la Caisse commune.

**Membres de la Caisse**

Au 31 décembre 2003, on dénombrait 1.469 membres de la Caisse de Prévoyance. Au cours des trois dernières années, leur nombre n'a pas cessé de croître:

	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Siège – Paie en francs suisses	206	180	110
Siège – Paie en dollars E-U	544	440	275
Tous autres bureaux – Paie en dollars E-U	719	350	320
Total	<b>1.469</b>	<b>970</b>	<b>705</b>

**Conditions du marché et résultats**

Le marché mondial des actions a commencé à inverser sa tendance à la baisse au cours du second trimestre de 2003. Cette tendance s'est poursuivie de façon continue durant toute l'année 2003 et, de ce fait, tous les fonds communs de placement se sont redressés en cours d'année dans une fourchette comprise entre 5 et 24 %. Les fonds détenus en dollars se sont redressés plus fermement encore, aidés en partie par un affaiblissement du dollar par rapport aux autres devises mondiales. Un tableau des indices des marchés boursiers a été joint au présent rapport financier à titre de référence.

En mai 2003, l'un des fonds communs de placement gérés par Pictet "*World Equities excluding North America*" a été clôturé à l'initiative de Pictet. Ce fonds a été reconstitué par l'OIM moyennant l'achat d'autres fonds communs de placement dans divers secteurs géographiques, avec des valeurs s'accordant avec celles du fonds que gérait Pictet. Le personnel s'est vu offrir la possibilité de conserver ses avoirs dans le nouveau fonds ainsi reconstitué, de les transférer dans un autre fonds commun de placement déjà offert par l'OIM ou de vendre ses titres.

Suite à l'évolution du marché en 2002, les taux d'intérêt à court terme ont continué de baisser jusqu'à atteindre des creux historiques dans le courant de l'année 2003, puis sont restés stationnaires à ces niveaux durant toute l'année. De plus, la croissance économique actuelle et les prévisions des principales puissances économiques donnent à penser que les taux d'intérêt actuels resteront assez stables jusqu'à la fin de l'année 2004, une modeste hausse n'étant prévue que pour la dernière partie du second semestre. Compte tenu du fait que les avoirs détenus dans le fonds central de base (*Core Fund*) se limitent à des placements à court terme, les rendements ont directement reflété ces développements sur les marchés des valeurs à revenu fixe et à courte échéance.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2003**

	2003 USD	2002 USD
<b>ACTIF</b>		
Comptes courants	124 653	9 116
Comptes de dépôt (Note 1)	49 735 233	15 475 023
Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs (Note 1)	0	23 005 682
Investissements dans des fonds communs de placement (Note 2)	4 091 441	2 887 440
Intérêts acquis	21 371	7 657
Compte réciproque de l'OIM (Note 3)	1 997 709	4 770 912
Recouvrable des revenus à la source	24 208	762
	<hr/> 55 994 615 <hr/>	<hr/> 46 156 592 <hr/>
<b>PASSIF</b>		
Compte réciproque de la Caisse de prévoyance en CHF	46 234	10 502
	<hr/> 46 234 <hr/>	<hr/> 10 502 <hr/>
<b>ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE</b>	<b>55 948 381</b> <hr/> <hr/>	<b>46 146 090</b> <hr/> <hr/>
Constitué de l'		
<b>EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL</b>	<b>55 948 381</b> <hr/> <hr/>	<b>46 146 090</b> <hr/> <hr/>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>COTISATIONS</b>		
Cotisations du personnel	3 539 444	2 851 614
Cotisations de l'Organisation	7 078 887	5 703 227
Transferts de la caisse de prévoyance des bureaux extérieurs	115 968	161 916
Transferts de la caisse de prévoyance en CHF	314 293	0
Remboursements des prêts au logement	257 774	230 033
	<u>11 306 366</u>	<u>8 946 790</u>
<b>RETRAITS</b>		
Retraits du personnel à la cessation de service	2 248 429	2 071 322
Prêts au logement	807 804	616 794
Transferts à la caisse de prévoyance en CHF	0	48 204
Transferts à la caisse de prévoyance en Euros	859 862	0
	<u>3 916 095</u>	<u>2 736 320</u>
<b>COTISATIONS DU PERSONNEL DES BUREAUX EXTERIEURS</b>		
Cotisations nettes du personnel en provenance des bureaux extérieurs et vers ceux-ci	960 692	360 289
<b>TOTAL NET DES COTISATIONS DE L'ANNEE</b>	<b><u>8 350 963</u></b>	<b><u>6 570 759</u></b>
<b>Epargne du personnel en début d'année</b>	46 146 090	39 748 112
<b>Cotisations nettes</b>	8 350 963	6 570 759
<b>Recettes (dépenses) nettes</b>	1 451 328	( 172 781)
<b>Epargne du personnel en fin d'année</b>	<b><u>55 948 381</u></b>	<b><u>46 146 090</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>RECETTES</b>		
Intérêts sur comptes courants	102	32
Intérêts sur comptes de dépôts	324 834	221 327
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	157 148	349 003
Dividendes sur les fonds communs de placement	1 980	207
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 3)	93 704	63 574
	<u>577 768</u>	<u>634 143</u>
<b>DEPENSES</b>		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 2)	92 736	34 698
Commission de gestion des portefeuilles (Fonds confiés à des gestionnaires)	58 148	76 909
Redevances des comptes de dépôt	2 196	0
	<u>153 080</u>	<u>111 607</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION</b>	<b><u>424 688</u></b>	<b><u>522 536</u></b>
<b>REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)</b>		
Fonds confiés à des gestionnaires - Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	0	21 524
Fonds communs de placement - Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	1 026 640	( 716 841)
	<u>1 026 640</u>	<u>( 695 317)</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION</b>	<b><u>1 451 328</u></b>	<b><u>( 172 781)</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**  
**NOTES**

	2003 USD	2002 USD
<b>1. Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs</b>		
Liquidités et dépôts à court terme	0	17 833 413
Obligations	0	5 172 269
	<u>0</u>	<u>23 005 682</u>

Les fonds confiés à des gestionnaires comprenaient un portefeuille de titres de créance à échéance fixe géré par Gartmore. Ce portefeuille a été liquidé en juin 2003 et les avoirs ont été placés sous la forme de dépôts à court terme. En raison de la baisse de rendement des titres en dollars E-U et des frais de fonctionnement du portefeuille, celui-ci n'était plus rentable.

<b>2. Investissements dans des fonds communs de placement</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>
Pictet – Actions E-U	1 863 928	2 398 805	1 349 557	2 229 593
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. Nord	2 017 092	2 303 133	1 466 071	2 414 310
UBS – Fonds mixte A en USD	210 421	191 226	71 812	71 900
	<u>4 091 441</u>		<u>2 887 440</u>	

Les membres de la caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les pertes réalisées découlant de la vente de fonds communs sont imputées séparément au compte de recettes et de dépenses et débitées du compte du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet.

**3. Compte réciproque de l'OIM**

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à/de l'OIM et à/de la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, euros et en francs suisses en cours d'année. En 2003, ce taux était de 1,80 %, contre 1,70 % en 2002.

**4. Réévaluations**

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs et de leur valeur du marché respective.



**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS**

		<u>%</u>	<u>2003</u> <u>USD</u> <u>Montant</u>		<u>%</u>	<u>2002</u> <u>USD</u> <u>Montant</u>
<b>RENDEMENT TOTAL</b>						
Avant réévaluation	a	0.819	424 688	a	1.191	522 536
Après réévaluation	a	2.884	1 451 328	a	-0.402	( 172 781)
<b>PLACEMENTS DE BASE</b> <b>(CORE FUND)</b>						
<b>Fonds gérés au plan interne</b>						
Liquidités et dépôts à court terme	b	0.990	322 740	b	1.850	221 359
Compte réciproque de l'OIM	c	1.800	93 704	c	1.700	63 574
<b>Fonds gérés au plan externe</b>						
Liquidités et dépôts à court terme	b	1.841	151 094	b	2.666	405 660
Obligations	b	0.356	6 054	b	-0.606	( 35 134)
<b>FONDS COMMUNS DE</b> <b>PLACEMENT</b>						
Pictet – Actions E-U	d	14.690	339 949	d	-20.719	( 443 719)
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. Nord	d	24.361	574 604	d	-12.972	( 307 769)
UBS – Fonds mixte A en USD	d	14.709	19 352	d	0.132	( 51)

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés comme suit:

- Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année.
- Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen.
- Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.
- Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****INFORMATION COMPARATIVE****Taux bancaires sur dépôts**

Taux LIBOR sur dépôts en USD à 3 mois	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<i>%</i>	<i>%</i>
31 mars	1.28	2.03
30 juin	1.12	1.86
30 septembre	1.16	1.79
31 décembre	1.15	1.38

**Mouvements boursiers**

	<b>2003</b>		<b>2002</b>	
	Indice 31.12.2003	<i>Evolution depuis le 1.1.2003 (%)</i>	Indice 31.12.2002	<i>Evolution depuis le 1.1.2002 (%)</i>
Indice Dow Jones (Etats-Unis)	10 454	25.32	8 342	-16.76
Indice FTSE (Royaume-Uni)	4 477	13.63	3 940	-24.48
Indice Nikkei (Japon)	10 677	24.46	8 579	-18.63
Indice SSMI (Suisse)	5 488	18.51	4 631	-27.84

**Historique des rendements de la Caisse de prévoyance de l'OIM en dollars E-U**

<b>Année</b>	<b>Placements de base</b>	<b>Fonds communs</b>	<b>Ensemble</b>
	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<b>2003</b>	1.10	19.99	2.88
<b>2002</b>	1.43	-16.51	-0.40
<b>2001</b>	4.26	-17.35	1.93
<b>2000</b>	6.57	-11.50	4.98
<b>1999</b>	1.41	-	1.41
<b>1998</b>	7.63	-	7.63
<b>1997</b>	5.59	-	5.59
<b>1996</b>	5.51	-	5.51
<b>1995</b>	5.52	-	5.52
<b>1994</b>	4.89	-	4.89
<b>1993</b>	5.03	-	5.03
<b>1992</b>	5.38	-	5.38
<b>1991</b>	7.92	-	7.92
<b>1990</b>	9.58	-	9.58

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b>ACTIF</b>		
Comptes courants	3 336	15 018
Comptes de dépôt	0	5 053 132
Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs (Note 1)	21 366 101	21 202 043
Investissements dans des fonds communs de placement (Note 2)	3 735 489	3 108 635
Intérêts acquis	0	1 887
Compte réciproque de l'OIM (Note 3)	6 672 058	795 886
Compte réciproque – Caisse de prévoyance en USD	61 091	18 555
Autres débiteurs (Note 5)	0	55 717
Recouvrable des revenus à la source	86 182	150 614
	<hr/>	<hr/>
	31 924 257	30 401 487
	<hr/>	<hr/>
<b>PASSIF</b>	0	0
	<hr/>	<hr/>
	0	0
	<hr/>	<hr/>
<b>ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE</b>	<b>31 924 257</b>	<b>30 401 487</b>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>
Constitué de l'		
<b>EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL</b>	<b>31 924 257</b>	<b>30 401 487</b>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2003**

	<b>2003</b>	<b>2002</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b>COTISATIONS</b>		
Cotisations du personnel	1 214 243	989 944
Cotisations de l'Organisation	2 428 486	1 979 889
Transferts reçus des comptes de la Caisse en USD	0	82 800
Remboursements des prêts au logement	434 866	249 343
	<u>4 077 595</u>	<u>3 301 976</u>
<b>RETRAITS</b>		
Retraits du personnel à la cessation de service	2 173 661	2 202 668
Prêts au logement	678 758	863 607
Transferts des comptes de la Caisse en USD	390 442	0
	<u>3 242 861</u>	<u>3 066 275</u>
<b>COTISATIONS TOTALES NETTES DE L'ANNEE</b>	<b><u>834 734</u></b>	<b><u>235 701</u></b>
<b>Epargne du personnel en début d'année</b>	30 401 487	31 036 839
<b>Cotisations nettes</b>	834 734	235 701
<b>Recettes nettes (dépenses)</b>	688 036	( 871 053)
<b>Epargne du personnel en fin d'année</b>	<b><u>31 924 257</u></b>	<b><u>30 401 487</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	<b>2003 CHF</b>	<b>2002 CHF</b>
<b>RECETTES</b>		
Intérêts sur comptes courants	0	36
Intérêts sur compte de dépôt	6 388	70 816
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	99 061	259 491
Dividendes sur fonds communs de placement	13 627	7 246
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 3)	78 962	14 519
	<u>198 038</u>	<u>352 108</u>
<b>DEPENSES</b>		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 2)	81	0
Frais de gestion du portefeuille	2 046	5 311
	<u>2 127</u>	<u>5 311</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION</b>	<b><u>195 911</u></b>	<b><u>346 797</u></b>
<b>REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)</b>		
Fonds confiés à des gestionnaires -	( 55 171)	( 13 365)
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)		
Fonds communs de placement -	547 296	(1 204 485)
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)		
	<u>492 125</u>	<u>(1 217 850)</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION</b>	<b><u><u>688 036</u></u></b>	<b><u><u>( 871 053)</u></u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**  
**NOTES**

	<b>2003</b> <b>CHF</b>	<b>2002</b> <b>CHF</b>
<b>1. Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs</b>		
Liquidités et dépôts à court-terme	21 366 101	21 202 043
Obligations	<u>0</u>	<u>0</u>
	<u>21 366 101</u>	<u>21 202 043</u>

Les fonds confiés à des gestionnaires comprennent un portefeuille de titres de créance à échéance fixe géré par Pictet et Cie. Le portefeuille est passé en 2002 d'un modèle axé sur les titres à moyen terme à un modèle "fonds marché monétaire" à court terme.

<b>2. Investissements dans des fonds communs de placement</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>
Pictet Valsuisse	1 504 624	<i>2 121 964</i>	1 228 683	<i>2 126 059</i>
Pictet Global Equities	1 907 846	<i>3 158 194</i>	1 644 306	<i>3 147 379</i>
IST Mixta Optima	<u>323 019</u>	<i>317 217</i>	<u>235 646</u>	<i>244 380</i>
	<u>3 735 489</u>		<u>3 108 635</u>	

Les membres de la Caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les pertes réalisées découlant de la vente de fonds communs sont imputées séparément au compte de recettes et de dépenses et débitées du compte du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet.

**3. Compte réciproque de l'OIM**

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à/de l'OIM et à/de la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, euros et en francs suisses en cours d'année. En 2003, ce taux était de 1,80 %, contre 1,70 % en 2002.

**4. Réévaluations**

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs à leur valeur du marché respective.

**5. Autres débiteurs / commission de gestion des portefeuilles**

En 2002, un montant de 55.717 CHF a été remboursé à l'OIM en raison d'un calcul erroné de la commission de gestion des portefeuilles. Ce montant a été ajouté en 2003 à l'actif des fonds gérés.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS**

		<u>%</u>	<u>2003</u> <u>CHF</u> <u>Montant</u>		<u>%</u>	<u>2002</u> <u>CHF</u> <u>Montant</u>
<b>RENDEMENT TOTAL</b>						
Avant réévaluation	a	0.589	195 911	a	1.071	346 797
Après réévaluation	a	2.333	688 036	a	-2.796	( 871 053)
<b>PLACEMENTS DE BASE</b> <b>(CORE FUND)</b>						
<b>Fonds gérés au plan interne</b>						
Liquidités et dépôts à court terme	b	0.25	6 388	b	1.150	70 852
Compte réciproque de l'OIM	c	1.80	78 962	c	1.700	14 519
<b>Fonds gérés au plan externe</b>						
Liquidités et dépôts à court terme	b	0.20	43 890	b	1.049	189 614
Obligations	b	-	0	b	2.813	56 512
<b>FONDS COMMUNS DE</b> <b>PLACEMENT</b>						
Pictet - Valsuisse	d	13.184	280 020	d	-22.475	( 472 675)
Pictet - Global Equities	d	8.014	252 661	d	-23.570	( 723 303)
IST - Mixta Optima	d	5.176	14 534	d	-0.122	( 8 507)

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés comme suit:

- Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année.
- Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen.
- Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.
- Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****INFORMATION COMPARATIVE****Taux bancaire sur dépôts**

Taux LIBOR sur dépôts en CHF à 3 mois	2003	2002
	%	%
31 mars	0.31	1.63
30 juin	0.28	1.24
30 septembre	0.25	0.75
31 décembre	0.26	0.62

**Mouvements boursiers**

	2003		2002	
	Indice 31.12.2003	Evolution depuis le 1.1.2003 (%)	Indice 31.12.2002	Evolution depuis le 1.1.2002 (%)
Indice Dow Jones (Etats-Unis)	10 454	25.32	8 342	-16.76
Indice FTSE (Royaume-Uni)	4 477	13.63	3 940	-24.48
Indice Nikkei (Japon)	10 677	24.46	8 579	-18.63
Indice SSMI (Suisse)	5 488	18.51	4 631	-27.84

**Historique des rendements de la Caisse de prévoyance de l'OIM en francs suisses**

Année	Placements de base	Fonds communs	Ensemble
	%	%	%
2003	0.45	9.84	2.33
2002	1.23	-22.22	-2.80
2001	3.07	-19.31	-0.51
2000	2.64	-5.91	1.52
1999	-0.61	-	-0.61
1998	1.53	-	1.53
1997	2.58	-	2.58
1996	1.89	-	1.89
1995	3.21	-	3.21
1994	4.13	-	4.13
1993	5.73	-	5.73
1992	8.07	-	8.07
1991	8.04	-	8.04
1990	8.18	-	8.18



**CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS****ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2003**

	<b>2003</b>
	<b>EUR</b>
<b>ACTIF</b>	
Compte réciproque de l'OIM (Note 2)	760 112
	<u>760 112</u>
<b>PASSIF</b>	0
	<u>0</u>
<b>ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE</b>	<b><u>760 112</u></b>
Constitué de l'	
<b>EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL</b>	<b><u>760 112</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS****COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2003**

	<b>2003</b>
	<b>EUR</b>
<b>COTISATIONS</b>	
Transferts de la Caisse de prévoyance en USD/CHF	755 824
	<u>755 824</u>
<b>RETRAITS</b>	0
<b>COTISATIONS TOTALES NETTES DE L'ANNEE</b>	<u><u>755 824</u></u>
<b>Epargne du personnel en début d'année</b>	0
<b>Cotisations nettes</b>	755 824
<b>Rendement net</b>	4 288
<b>Epargne du personnel en fin d'année</b>	<u><u>760 112</u></u>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	<b>2003 EUR</b>
<b>RECETTES</b>	
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 2)	4 288
	<u>4 288</u>
<b>DEPENSES</b>	<u>0</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE</b>	<u><u>4 288</u></u>

**NOTES SUR LA CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS****1. Caisse de prévoyance en euros**

Depuis juillet 2003, tous les membres de la Caisse de prévoyance de l'OIM ont la possibilité de placer en euros leurs avoirs dans le fonds "de base" (Core Fund).

**2. Compte réciproque de l'OIM**

Le compte réciproque de l'OIM représente les montants dus à l'OIM ou par l'OIM et à la Caisse de prévoyance ou par la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, en francs suisses et en euros en cours d'année. En 2003, ce taux était de 1,80 %.

**RENDEMENT DES PLACEMENTS**

	<b>2003</b>	
	<b>EUR</b>	
	<b>%</b>	<b><u>Montant</u></b>
<b>RENDEMENT TOTAL</b>	<i>1.800</i>	4 288
<b>PLACEMENTS DE BASE (Core Fund)</b>		
Liquidités et dépôts à court terme	<i>1.800</i>	4 288

Les pourcentages indiqués sont calculés au taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.

**OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES  
SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE PREVOYANCE DE L'OIM****MISSION DE VERIFICATION ET OBJET**

Nous avons vérifié les états financiers de la caisse de prévoyance de l'OIM pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Les états spécifiques tels que vérifiés par nous sont joints en appendice 15 au rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé par sondage à un examen des pièces comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

**OPINION**

A notre avis, les états financiers donnent une image exacte et fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de la Caisse de prévoyance de l'OIM au 31 décembre 2003 et des résultats de ses opérations pour l'année écoulée.

Arild Anstensrud

Runar Sætre

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège  
2 avril 2004